



"Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale."

- ▶ De quelle croissance de la consommation de pétrole avons-nous besoin pour soutenir la croissance du PIB mondial ? (Gail Tverberg) p.1
- ▶ La société de distraction ou comment s'éteindre sans s'en rendre compte (Adrastia) p.8
- ▶ Les industries des énergies « vertes » et le « mangerbio » : deux fausses solutions (Nicolas Casaux) p.12
- ▶ Extinctions animales : 125 000 ans d'influence du genre humain p.17
- ▶ Ceux qui subiront le plus le réchauffement climatique sont ceux qui en sont le moins responsable p.21
- ▶ Vers une fonte record de la banquise arctique cet été ? p.27
- ▶ Le printemps est là, pas les hirondelles p.30
- ▶ Risques « climat » dans la finance : état des lieux p.31
- ▶ JUSQU'ICI CA VA, JUSQU'ICI CA VA, JUSQU'ICI CA VA... (Patrick Reymond) p.38

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Bilan provisoire de la guerre commerciale contre la Chine: les USA ne s'y attendaient pas p.40
- ▶ 1971 : Et si on avait décrété que les voitures devraient rouler à l'eau ? p.41
- ▶ Les Russes ont bien compris que le dollar était la projection du « soft power », les européens non! (Bruno Bertez) p.43
- ▶ L'échelle des protéines p.45
- ▶ La revue de presse de Pierre Jovanovic du 2 au 11 mai 2018 p.47



De quelle croissance de la consommation de pétrole avons-nous besoin pour soutenir la croissance du PIB mondial ?

Par Gail Tverberg 18 juillet 2017

Il y a quelques jours, j'ai montré la relation étroite qui existait entre la croissance de la consommation mondiale de pétrole et la croissance du PIB mondial. Dans cet article, je vais prolonger cette analyse en construisant un modèle qui montre combien il faut augmenter l'approvisionnement mondial en pétrole pour obtenir une croissance donnée du PIB mondial. Ce modèle indique que si l'on veut que l'économie mondiale croisse de 4% par an, il faut faire croître l'approvisionnement mondial en pétrole de près de 3% par an. C'est plus que ce que le monde a réussi à faire chaque année depuis les années 1970 – ce qui donne un élément de réponse à la question de savoir pourquoi le monde rencontre tant beaucoup de problèmes de croissance économique à l'heure actuelle.

En théorie, le modèle devrait également être capable de prédire ce qui se passerait si l'approvisionnement mondial en pétrole se mettait soudain à se contracter. Nous verrons les indications qu'il donne dans ce cas, et pourquoi il induit probablement en erreur, en pêchant probablement par optimisme.

Dans mon précédent article, nous avons vu qu'au fil du temps, le taux de croissance de l'approvisionnement en pétrole baissait, et que le taux de croissance du PIB baissait. Aussi bien dans le précédent article que dans le présent article, nous étudions la croissance du PIB « réel » – c'est-à-dire la croissance du PIB déflaté de l'inflation.

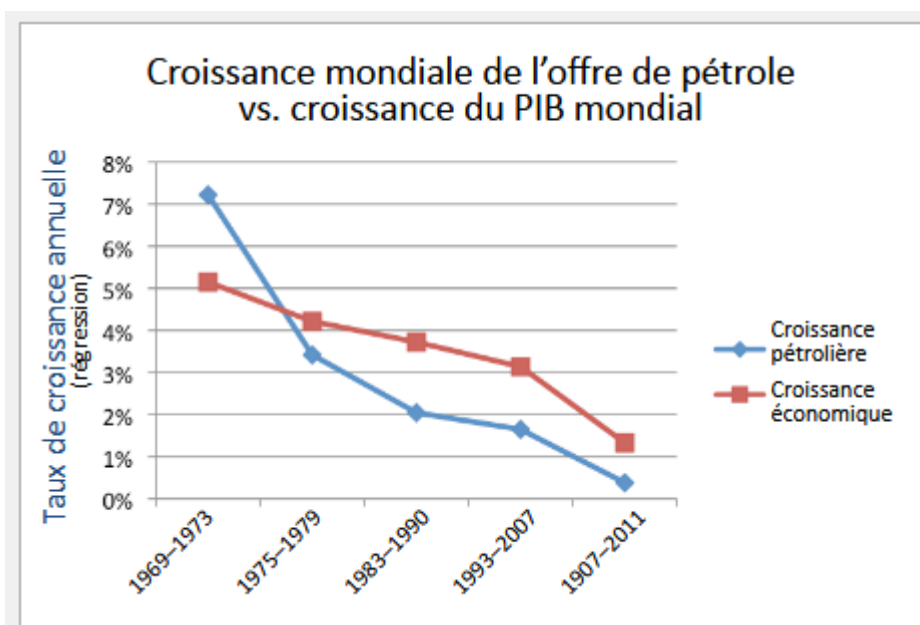


Figure 1. Croissance mondiale de l'approvisionnement en pétrole vs. croissance du PIB mondial, d'après les droites de régression linéaire suivant des lois exponentielles pour certaines séries d'années. Les chiffres de PIB mondial proviennent des [données de recherche économique de l'USDA](#).

Dans mon [précédent article](#), j'ai étudié plusieurs groupes d'années, en fonction des périodes où l'approvisionnement mondial en pétrole augmentait. Regardons à présent la manière dont varie l'approvisionnement en pétrole sur les mêmes périodes, sous forme de taux de croissance annuelle. Notez que les périodes sont systématiquement raccourcies d'un an (1969-1973 devient 1970-1973), puisqu'on regarde les pourcentages de hausse d'une année sur l'autre.

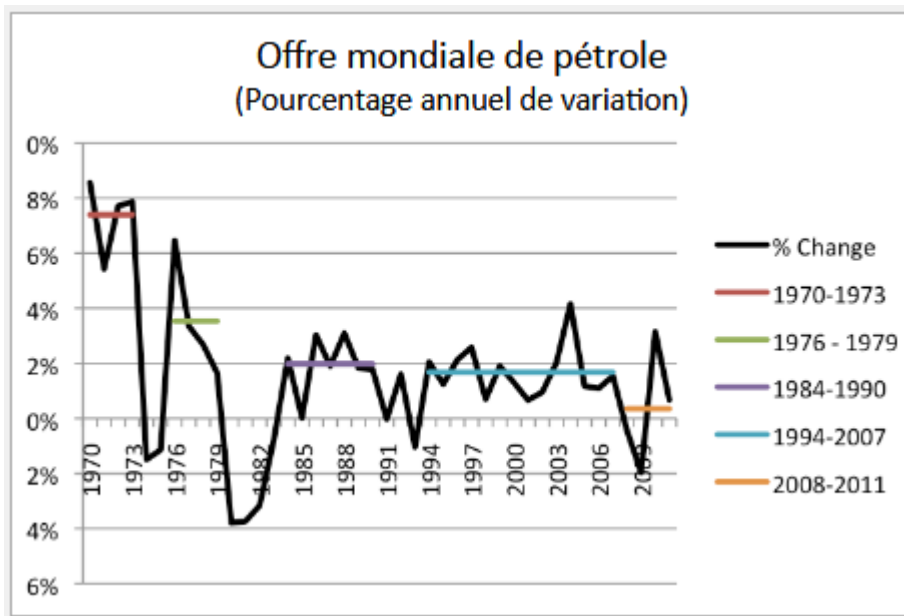


Figure 2. Taux de croissance annuelle de l'approvisionnement mondial en pétrole, avec de simples moyennes pour les périodes indiquées à la figure 1. Les valeurs correspondant à la ligne colorée sont de simples moyennes des quantités pour l'intervalle de temps indiqué.

Notez que, dans la figure 2, plus on se rapproche du temps présent, plus l'approvisionnement en pétrole connaît une faible croissance moyenne. On observait déjà ce phénomène dans la figure 1, dont les chiffres étaient calculés sur une base légèrement différente.

Si l'on regarde les variations annuelles du PIB réel mondial, on trouve des indications similaires.

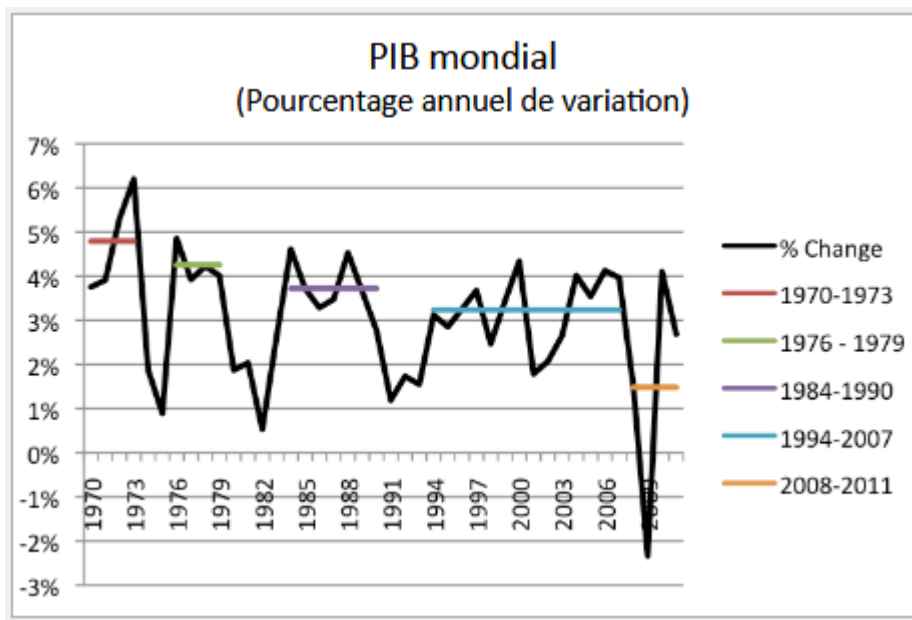


Figure 3. Pourcentages de croissance annuelle du PIB réel mondial, avec de simples moyennes pour les périodes de temps indiquées, correspondant aux périodes de la figure 1.

Là encore, plus on se rapproche du temps présent, plus on constate faible croissance moyenne du PIB réel. En fait, si l'on compare les figures 2 et 3, on voit qu'elles sont similaires à plusieurs titres. Non seulement elles montrent toutes deux des taux de croissance qui ont tendance à baisser, mais dans les deux cas, les « trous » entre les droites colorées ont tendance à être faibles, ce qui indique que lorsque l'approvisionnement de pétrole ne croît que lentement, le PIB réel mondial a lui aussi tendance à ne croître que lentement.

Dans mon [précédent article](#), j'ai parlé du lien étroit qui existait entre approvisionnement en pétrole et économie. Beaucoup de gens croient que si l'approvisionnement en pétrole augmente, c'est parce qu'une économie en croissance génère une plus grande demande de pétrole. Mais le mécanisme fonctionne aussi dans l'autre sens : si un prix élevé du pétrole montre qu'il y a peu de pétrole, les gens réduisent leurs dépenses discrétionnaires, et une récession s'ensuit.

Ébauche d'indications pour l'avenir

On peut utiliser les relations entre les variations annuelles de l'approvisionnement en pétrole et du PIB réel pour construire un modèle simple qui montre à quelle hausse du PIB on pourrait s'attendre face à une hausse donnée de l'approvisionnement en pétrole.

Si l'on représente les pourcentages de variation annuelle du PIB réel par rapport aux pourcentages de variation annuelle de l'approvisionnement en pétrole, voici ce que l'on voit :

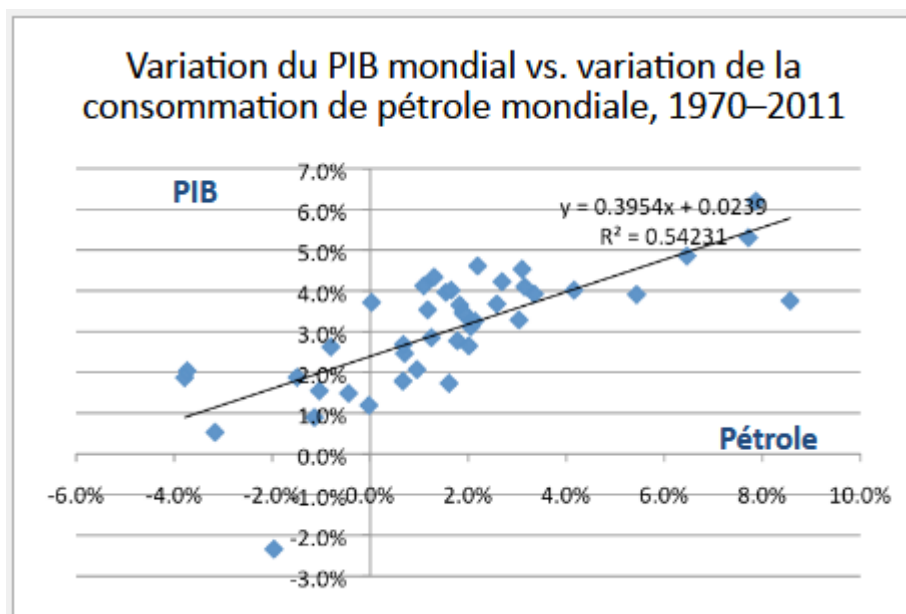


Figure 4. Nuage de points « X-Y » montrant les pourcentages de variation du PIB réel mondial par rapport aux pourcentages de variation de l’approvisionnement mondial en pétrole pour les années 1970 à 2011.

Quand on regarde les données (par exemple celles de la figure 2), il apparaît clairement qu’il y a deux régimes bien différents, l’un avant 1973, et l’autre après 1983. Durant la première période (de 1970 à 1973), la consommation de pétrole croît plus vite que le PIB. Une fois que le monde a réalisé qu’il était confronté à un problème pétrolier majeur, il s’est précipité en tentant d’en réduire sa consommation. Si l’on regarde uniquement la période à partir de 1983, à l’époque où les pays développés faisaient de gros efforts pour utiliser des combustibles moins coûteux, le graphique ressemble à ce qui suit :

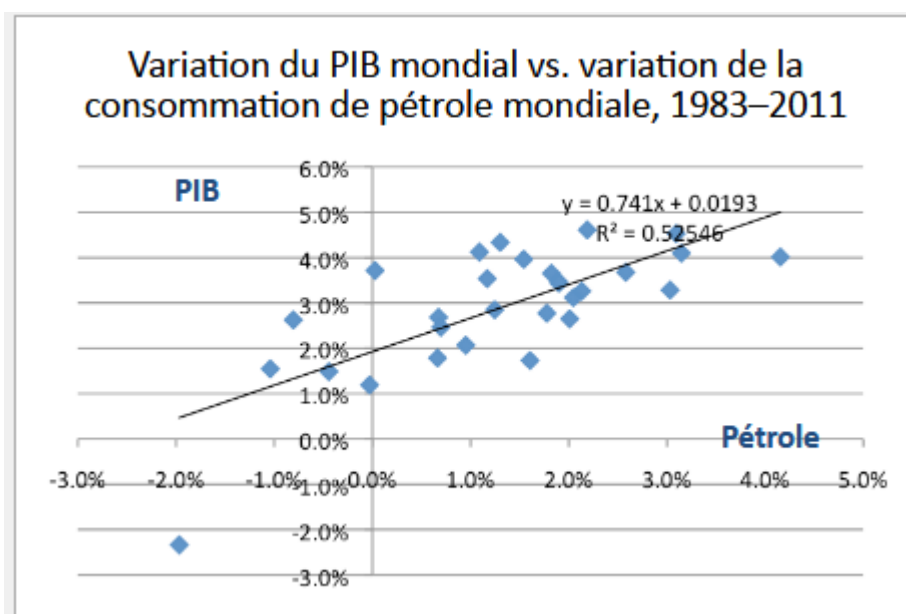


Figure 5. Nuage de points « X-Y » montrant les pourcentages de variation du PIB réel mondial par rapport aux pourcentages de variation de l’approvisionnement mondial en pétrole pour les années 1983 à 2011.

En prenant uniquement les années les plus récentes, le coefficient R^2 ne change guère (0,53 au lieu de 0,52), mais la pente de la droite de régression apparaît un peu plus raide. Même si un coefficient R^2 de 0,52 ou 0,53 n'est pas très élevé, il permet malgré tout d'expliquer une grande partie de la variance totale. Regardons donc les indications que nous donnent les droites de régression.

Si l'approvisionnement en pétrole augmente de 0,4% par an (comme cela semble être le cas actuellement), le taux de croissance prévu pour le PIB réel mondial sera de 2,5% par an en prolongeant la tendance des années 1970 à 2011, ou de 2,2% en prolongeant la tendance des années 1983 à 2011. Les deux régressions suggèrent donc qu'avec les faibles croissances de l'approvisionnement en pétrole que nous observons actuellement (environ 0,4% par an), le monde en est déjà à un point où son PIB réel pourrait bien être beaucoup plus faible (à savoir 2,2% ou 2,5% par an) que ce que souhaiteraient la majorité des économistes.

La régression de la figure 5 (utilisant les données pour 1983–2011) semble avoir un pouvoir prédictif légèrement meilleur, car elle est plus représentative de la situation actuelle.

Si l'on veut que le PIB réel mondial croisse de 4,0% par an, la régression de la figure 5 (qui suit l'équation $y=0,741x+0,0193$) suggère que l'approvisionnement mondial en pétrole devrait croître de 2,8% par an. Si l'on veut que le PIB réel mondial croisse de 3,0% par an, il faudrait que l'offre de pétrole croisse de 1,4% par an.

Indications si l'approvisionnement en pétrole diminue

On peut également étudier ce qui, en théorie, se produirait si l'approvisionnement mondial en pétrole commençait à décliner (mais nous entrons ici sur un terrain moins solide, en raison des effets consécutifs qui sont très nombreux). Si l'approvisionnement mondial en pétrole baisse de 1,0% par an, la droite de régression de la figure 5 suggère que le PIB réel mondial pourrait encore croître, mais seulement de 1,2% par an. Si l'approvisionnement mondial en pétrole baisse de 2,0% par an, le modèle suggère que le PIB mondial ne croîtrait plus que de 0,4% par an. Et si l'approvisionnement mondial en pétrole diminue de 4,0% par an, le modèle suggère que le PIB réel mondial se mettrait à décroître de 1,0% par an.

Dans une situation de déclin, des changements majeurs et plusieurs types se produiraient. De nombreux pays et entreprises verraient leur situation financière se dégrader fortement. Par exemple, devant la forte baisse de la quantité de pétrole qu'ils exportent, les pays exportateurs de pétrole pourraient être sujets à des perturbations politiques ou des troubles civils, ce dont pourrait pâtir l'approvisionnement mondial en pétrole. De leur côté, les acheteurs de pétrole pourraient découvrir que leurs problèmes financiers actuels se sont aggravés. Tous ces éléments soulignent le risque que ce qui ne commence que par un tout petit déclin de l'approvisionnement en pétrole pourrait rapidement se transformer en une baisse beaucoup plus importante. Des conséquences financières pourraient également se propager, une faillite conduisant à d'autres faillites en cascade.

Même sans être corrigées, les indications que donnent ces analyses par régression sur le PIB mondial en cas de baisse de l'approvisionnement mondial en pétrole sont très préoccupantes. Elles semblent indiquer une récession ou une dépression majeure et durable, en particulier dans les pays comme les États-Unis et la plupart des pays européens, qui ont tendance à avoir des

taux de croissance de leur PIB inférieurs à la moyenne mondiale.

Des estimations mondiales du PIB réel loin d'être parfaites

Je me dois de souligner que dans cette analyse, j'ai utilisé les données du PIB réel fournies par le [Service de recherche économique de l'USDA](#), en dollars de 2005. Les données de l'USDA indiquent une croissance mondiale du PIB réel de 4,10% pour 2010, et il prévoit une croissance de 2,68% pour 2011, 2,95% pour 2012 et 3,59% pour 2013.

Il existe d'autres manières de calculer le PIB mondial réel, qui donnent des indications quelque peu différentes. En particulier, je sais que les chiffres de PIB mondial fournis par le Fonds monétaire international sont un peu plus élevés, surtout pour ces dernières années. Au moment où j'écris ces lignes, [il estime](#) à 5,3% la croissance mondiale pour 2010, à 3,9% celle pour 2011, à 3,5% celle pour 2012 et à 3,9% celle pour 2013. (Cependant, les données du FMI ne démarrent qu'en 1980.) Le rapport de l'USDA, qui est le seul que je connaisse à être spécifiquement exprimé en dollars US de 2005, indique que ses données reposent sur « *les indicateurs de développement de la Banque mondiale, Statistiques financières internationales du FMI, les rapports Global Insight de l'IHS et Economic Forecasting d'Oxford, ainsi que des estimations et des projections développées par le service de recherche économique, tous convertis en prenant comme année de référence 2005* ».

Pour autant que je sache, une partie du problème des estimations multiples de PIB mondial provient du fait que certaines méthodologies attribuent plus de poids aux économies émergentes et en développement pour calculer la moyenne mondiale. Cela a tendance à rendre leurs montants moyens de PIB réel plus élevés. Développer des indicateurs de PIB réel pour un pays en particulier n'est pas très difficile. Le problème, c'est d'arriver à les agréger pour de très nombreux pays.

J'ai essayé de creuser un peu ce problème. Ce faisant, un économiste m'a dit : « *Le PIB mondial est une chose difficile à calculer; il existe un certain nombre de problèmes d'agrégation qu'il est possible de résoudre de diverses manières.* » Un autre m'a dit : « *Tous ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de précaution.* »

Les relations que j'ai mises en évidence reposent sur les chiffres de PIB mondial du Service de recherche économique de l'USDA. Pour les rendre comparables aux pourcentages de croissance du PIB réel mondial publiés par le FMI, il est possible qu'il faille les ajuster à la hausse jusqu'à 1,2%. Ainsi, par exemple, au lieu de dire : « Si l'on veut que le PIB réel mondial croisse de 3,0% par an, on a besoin que l'approvisionnement mondial en pétrole croisse de 1,4% par an », il faudrait peut-être écrire « si l'on veut que le PIB réel mondial du FMI croisse de 4,2%, on a besoin que l'approvisionnement mondial en pétrole croisse de 1,4% par an. » Le principe resterait le même, mais le PIB mondial tel que publié par le FMI serait un peu plus élevé.

La société de distraction ou comment s'éteindre sans s'en rendre compte

Laurent Aillet , Adrastia, Le 21 Avril 2018



« Tu te demandes sans doute ce qui est arrivé avant que tu débarques ici. Eh bien des tas de trucs, à dire vrai. On a évolué, on est devenu des êtres humains, et c'est là que les choses se sont gâtées. On a compris comment faire pousser la nourriture et domestiquer les animaux pour éviter de passer tout notre temps à chasser. Nos tribus se sont beaucoup élargies, et puis nous nous sommes éparpillés sur toute la planète comme un virus implacable. Ensuite, après avoir mené toute une série de guerres pour annexer le territoire ou les ressources des autres, ou pour des questions de religions, on a fini par rassembler toutes les tribus pour former une "civilisation mondiale". Mais, franchement, tout cela n'était pas très bien organisé, ni vraiment civilisé d'ailleurs, et on a continué à s'affronter dans de nombreuses guerres. Mais on a aussi compris comment pratiquer la science, ce qui a contribué à notre développement technologique. Pour une bande de singes imberbes, on a quand même réussi à inventer des trucs assez incroyables : les ordinateurs, la médecine, le laser, le four à micro-ondes, le cœur artificiel, la bombe atomique. On a même expédié quelques types sur la Lune pour les rapatrier sur Terre ensuite. On a aussi créé un réseau de communication mondial qui nous permet de nous parler à n'importe quel moment, depuis n'importe où dans le monde. Sacrément impressionnant, hein ?

« Mais c'est là que ça se complique. La civilisation mondiale nous a coûté extrêmement cher. Il nous a fallu énormément d'énergie pour la bâtir, et on y est parvenu en brûlant des combustibles fossiles qui provenaient de plantes et d'animaux morts enfouis loin sous terre. On a épuisé la plupart de ces combustibles avant que tu débarques, si bien qu'à présent, ils ont pratiquement disparu. Cela veut dire qu'on n'a plus assez d'énergie pour continuer à faire marcher notre civilisation comme avant. Il a fallu procéder à des coupes. Énormes. C'est ce qu'on appelle la crise énergétique mondiale, et ça fait un moment que cela dure.

« Et puis la combustion de toutes ces énergies fossiles a eu quelques effets secondaires assez sévères, comme l'augmentation de la température du globe terrestre et la destruction de l'environnement. En ce moment, les calottes polaires sont en train de fondre, le niveau de la mer monte et le climat est complètement dérégulé. Les espèces animales et végétales

connaissent des taux record d'extinction, tandis que des tas de gens crient famine et se retrouvent sans abri. Mais on continue à se faire la guerre essentiellement pour récupérer le peu de ressources qui restent.

« En gros, fils, ça veut surtout dire que la vie est bien plus dure qu'avant, tu sais, je veux parler du bon vieux temps avant ta naissance. On avait une vie d'enfer à cette époque-là, mais maintenant, ça fait plutôt peur. Tu veux que je te parle franchement ? Eh ben, l'avenir est loin d'être rose ! T'es né à une sale période de l'histoire, et on dirait bien que ça ne va pas s'améliorer. La civilisation est "sur le déclin". Certains disent même qu'elle est en train de s'effondrer. »

[Ready Player One, chapitre un, par Ernest Cline \(2011\)](#)

Les mots que vous venez de lire ne sont pas tirés du dernier rapport du GIEC ou d'une vieille conférence de Dennis Meadows mais du chapitre d'introduction du roman *Ready Player One* d'Ernest Cline, anthologie de tous les produits de la sous-culture geek des années 80-90 paru en 2011 mais se situant en 2044.

La situation exposée sous-tend tout le roman où une humanité aux abois a trouvé un refuge moral dans l'OASIS, un cyberspace quasi-magique où les gadgets haptiques servent d'interfaces avec le virtuel en servant tout autant d'écrans de protection contre le réel. Les gens, enfin ceux qui en ont encore les moyens, puisque l'action se passe dans ce qui reste des USA, jouent, travaillent, aiment, bref vivent dans ce nouvel univers, faux mais clinquant, pendant que le monde réel, lui, s'effondre doucement mais sûrement autour d'eux avec le retour de la misère généralisée, de la famine chronique et même de l'esclavage légal.

C'était donc avec une grande impatience que j'attendais [l'adaptation par Hollywood du roman en film](#), sous la conduite du renommé Steven Spielberg. Après *Elysium* en 2013 et *Interstellar* en 2014, un autre blockbuster allait servir d'outil didactique pour informer les masses de leur avenir le plus probable mais cette fois, l'histoire n'offrirait pas d'échappatoire comme un partage miraculeux de la part des puissants ou une improbable fuite vers les étoiles.

Las, c'était sans compter sur les besoins visiblement puissants de lisser le message. En effet s'il est concevable que pour réussir cette adaptation, il fallait couper et retailler l'histoire pour rendre l'action à la fois plus linéaire et plus cinématographique et qu'il était nécessaire aussi de simplifier les références geek les plus obscures pour permettre l'accès au plus grand nombre (et sans doute au passage limiter les droits d'auteurs à reverser pour toutes les références en dehors de la galaxie Warner Bros et DreamWorks...), la question demeure sur le besoin d'édulcorer le moteur même de l'histoire, c'est-à-dire l'état du monde réel, effectivement présenté mais dont la nature est quasiment expédiée en une phrase dès le début du film.

Sans doute le service marketing, le réalisateur ou même le scénariste, Ernest Cline en personne, ont-ils préféré alléger le propos en se censurant. Il semble qu'il ne soit pas encore temps d'effrayer le chaland avec une dystopie un peu trop probable et réaliste et que le cinéma doit rester une machine à faire rêver et en l'occurrence à faire rêver à une machine à faire rêver encore plus grande et performante.

Cette idée de machine à faire rêver avec le risque d'une orientation programmée et donc dirigée de nos perceptions rappelle la fameuse photo^[1] de Mark Zuckerberg, le patron de l'annuaire préféré des services de surveillance : Facebook. On y voit un multimilliardaire passant, satisfait

et invisible, sous le nez d'une foule plongée dans un ailleurs totalement défini par et pour ses intérêts. Malgré sa conclusion sur le besoin de déconnexion, est-ce qu'au fond *Ready Player One*, ne serait devenu, en version film, rien d'autre qu'un immense clip promotionnel de ce que le roman tentait justement de dénoncer avec quelques ambiguïtés ? C'est-à-dire l'échappatoire ultime à un réel intolérable ?

Pourtant, à bien y réfléchir, tout ceci n'est rien de plus qu'une nouvelle anecdote illustrant la propension de notre civilisation à produire et s'injecter du déni à haute dose partout et tout le temps, comme un organisme souffrant qui secrèterait des endomorphines pour calmer sa douleur.

On peut alors bien sûr accuser les puissants et tous ceux qui sont investis des moyens modernes de communication de masse de comploter à rendre le troupeau aveugle, mais ce serait oublier que l'accès au cinéma reste encore aujourd'hui un acte libre et volontaire et s'il est bien dans l'intérêt des puissants d'endormir les consciences, c'est aussi le nôtre de repousser activement tout message désagréable et de combler tout aussi activement le vide ainsi créé par de la distraction.

Il est possible alors de se demander si la "*Société du Spectacle*" telle que décrite par Guy Debord ne se serait pas raffinée en "*Société de la Distraction*", une civilisation où le spectateur, autrefois consentant mais passif, aurait désormais parfaitement intégré son aliénation pour pouvoir activement rechercher une plus grande illusion de sa liberté qu'autrefois. Il aurait maintenant l'impression d'être moins passif en zappant, choisissant son film en ligne, posant ses "likes" et partageant photos et vidéos de sa propre existence. Mais nous ne sommes pas plus libres, nous croirions l'être et c'est ce qui compte au final. Cette impression fait la fortune des GAFAs qui pensent diriger le monde alors qu'ils ne font que tirer parti d'un besoin quasi addictif, tout comme l'ont fait tout au long de l'histoire les marchands de vin puis les multinationales du tabac.

Le philosophe Thomas Schauer décrit excellentement bien cette évolution dans son récent article « *Le "temps libre" dans cette société du divertissement fait-il notre bonheur ?* »^[2] et pose les questions de son futur : « *Le divertissement nous offre une solution pour être heureux, mais il nous fait manquer ce qui pourrait nous rendre véritablement heureux puisqu'il ne nous offre qu'une vision standardisée et impersonnelle du bonheur. Au lieu de « ne rien faire », nous ne « faisons rien » : nous occupons notre temps au lieu de prendre le temps de nous poser des questions, de penser, de contempler, de nous laisser aller à l'émerveillement. Nous nous « vidons la tête » au lieu de la remplir de tout ce qui pourrait donner un sens à nos actions. »*

Face aux signes de plus en plus évident des prémices de l'effondrement ("*mais où sont donc passés les insectes écrasés sur les parebrises de mon enfance ?*"), le divertissement est une aubaine, en se plongeant dans un virtuel enivrant et rassurant, il est possible d'échapper aux messages d'une civilisation à l'agonie...

Selon Yves Cochet^[3], les interactions spéculaires (pas les actes que nous envisagerions, ni même ceux que nous poserions pour de vrai, mais ceux sur lesquels nous croirions que les autres nous jugent) sont la structure de nos relations, ce qui en ferait un obstacle majeur au changement volontaire de notre système actuel (personne n'a d'intérêt social à afficher sa croyance dans un effondrement possible du système) tout en étant une cause forte de son

effondrement systémique (tout le monde s'affolera lorsque les premiers convaincus d'une catastrophe se manifesteront suffisamment pour changer la norme de l'acceptable).

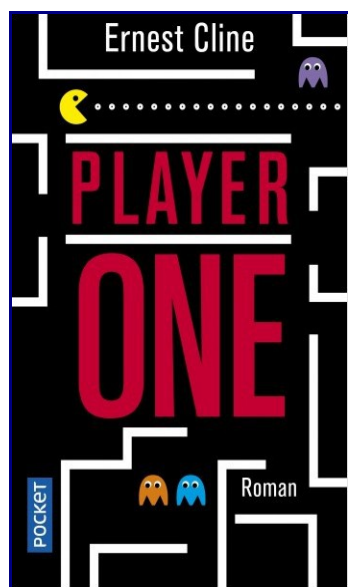
Il semble bien qu'il soit d'autant plus solide qu'il est amplifié par les médias en temps réel et les réseaux sociaux, au point que les journalistes en sont à commenter les évolutions des avis sur le web comme des informations en elles-mêmes alors qu'ils étaient initialement issus de leur travail d'information[4]. La mise en abîme est totale, comme deux miroirs qui se feraient face en escamotant le reste du monde à notre perception.

Il apparaît alors que tous les choix que nous faisons forment un système qui évolue et dans lequel les agents sont eux-mêmes agis. Dans le cas du film *Ready Player One* : les producteurs d'Hollywood sont sans doute intimement persuadés qu'ils proposent ce que les spectateurs veulent voir, d'autant plus que les liens organiques étroits entre Hollywood (machine de propagande étasunienne) et les intérêts économiques de la Silicon Valley (le nouveau complexe technologique de domination de la planète) les y poussent, que leurs réticences psychologiques individuelles favorisent leur déni et que les regards posés sur eux les poussent à garder un silence confortable. De toute façon, comme les spectateurs veulent voir ce qu'on leur a déjà proposé parce que leur imagination est déterminée par les images qu'ils ont déjà vues (surtout si elles les rassurent au final), ils confirment les intuitions des producteurs. L'industrie culturelle crée ainsi ses propres codes, ses propres stéréotypes, un cahier des charges qu'elle réutilise autant de fois que cela fonctionne...

Thomas Schauer conclut dans son article que « *le temps de l'inactivité est celui qui rend possible l'activité, d'inventer, de créer, de rêver, bref de nous soustraire réellement aux injonctions du marché et du travail. Aujourd'hui, la productivité et la richesse n'ont jamais été aussi importantes. L'occasion nous est offerte de réclamer un « droit à la paresse » (selon l'expression de Paul Lafargue), un droit à l'inutilité et au temps perdu. Et si ce droit devenait l'enjeu des luttes sociales de demain ? On a bien le droit de rêver...* » et alors que la lecture du roman *Ready Player One* – qui n'est certes pas un chef d'œuvre littéraire ni même un brûlot politique – nous expose à une dystopie qui pourrait advenir et que le visionnage du film *Ready Player One*, lui, nous montre une quasi-utopie qu'on voudrait nous vendre, il reste entièrement de notre responsabilité individuelle de sortir de ces systèmes aliénants et de reprendre notre liberté d'agir. On a bien le droit de rêver...

Laurent Aillet

Le 21 Avril 2018



NOTES:

[1] [Mark Zuckerberg, réalité virtuelle](#)

[2] Thomas Schauder : [*Le "temps libre" dans cette société du divertissement fait-il notre bonheur ?*](#)

[3] Yves Cochet, de l'[Institut Momentum](#)

[4] [Ici sur France24](#)

Les industries des énergies « vertes » et le « mangerbio » : deux fausses solutions

par Nicolas Casaux mai 2018

[**NYOUZ2DÉS**: les observations de Nicolas Casaux sont souvent intéressante, c'est pourquoi je le publie. Par contre, il n'explique **JAMAIS** que ses solutions sont génocidaires, c'est-à-dire que si elles étaient appliquées il y aurait plus de 7 milliards de morts sur terre.]



Filed in Antiprogessisme, Désastre technologique, Environnement / Écologie, Le mythe du développement durable, Le mythe du progrès

Les industries des énergies « vertes » et le « mangerbio » : deux fausses solutions (par Nicolas Casaux)

One Comment · 7 min read

I. Les énergies « vertes » : une double imbécillité

Depuis plusieurs années, dans les médias grand public, la propagande en faveur du développement des énergies dites « vertes » (et, plus largement, en faveur du « développement durable ») ne cesse de s'intensifier. En parallèle, l'état du monde naturel ne cesse d'empirer (je pourrais citer une liste interminable d'indicateurs de la catastrophe écologique en cours, mais il est plus simple de souligner qu'aucun indicateur ne témoigne d'une amélioration véritable).

Le magazine GEO, par exemple, vient de publier un article intitulé *Bilbao, fer de lance d'une industrie éolienne espagnole revigorée*. Dans l'article, on apprend que « l'industrie éolienne espagnole a trouvé à Bilbao, au Pays basque, un fer de lance pour préserver sa compétitivité face à la Chine et l'Europe du nord ». Ce que cela nous indique, très clairement, c'est que l'industrie éolienne doit être une industrie compétitive, comme les autres, en s'intégrant au capitalisme mondialisé. « L'énergie terrestre, alias 'onshore', est le pari de l'entreprise Haizea, qui prévoit de fabriquer des éoliennes de 160 mètres de haut, dans une usine flambant neuve du port de Bilbao, de 500 mètres de long pour 130 de large. [...] Haizea compte également percer dans l'éolien 'offshore', en mer. La compagnie fabriquera des tours pour les éoliennes offshore, dont les bases s'enfoncent jusqu'à 50 mètres sous le fond marin et 110 mètres sous la surface de l'eau. »

Ainsi que Philippe Bihoux, Guillaume Pitron et Olivier Vidal (directeur de recherche au CNRS, qui s'intéresse aux nouvelles industries des soi-disant « renouvelables ») le montrent dans leurs travaux^[1], et ainsi que la Banque mondiale l'explique dans un de ses communiqués, le développement des énergies dites « vertes » génère et va entraîner une énorme augmentation de l'exploitation de diverses ressources non-renouvelables (métaux, minerais, etc.), avec des impacts environnementaux à la mesure de cet essor. C'est-à-dire catastrophiques.



Mais le caractère absurde et contre-productif du fait de présenter ces nouvelles industries « vertes » (du solaire, de l'éolien, de l'hydroélectrique, etc.) comme des solutions ne se limite pas à leur aspect non écologique, antiécologique. Le fait qu'aucune de ces industries ne soit réellement écologique ne constitue que la moitié de l'angle mort de la rhétorique en leur faveur.

L'autre moitié relève d'une évidence encore plus flagrante : à quoi sert l'électricité produite par ces industries (du solaire, de l'éolien, de l'hydroélectrique, etc.) ? Certainement à rien que l'on puisse qualifier d'écologique, à rien qui ne bénéficie au monde naturel, à rien qui ne participe de sa préservation ou de sa guérison. L'électricité produite par ces industries sert à la même chose que l'électricité produite par des centrales au charbon, au gaz naturel, ou nucléaires. À savoir, à alimenter en énergie des usines (de Monsanto, d'armement, etc.), des *data centers*, des télévisions, des réfrigérateurs, des micro-ondes, des voitures, des rasoirs électriques, des machines à café, des ordinateurs, des trottinettes électriques, des *segway*, des iPad, des iPod, des iPhone, des iWatch, des iMac, des McDonald, des consoles de jeux vidéo, des chaînes Hi-Fi, des lecteurs Blu-Ray, des brosses à dents électriques, des sèche-cheveux, à recharger des téléphones mobiles, etc. Autant de choses dont la production et le fonctionnement sont tout sauf écologiques.

Mais tout comme il espère ou croit que les énergies soi-disant « renouvelables » ou « vertes » le sont vraiment, le mouvement écologiste grand public espère que la production et le fonctionnement de toutes ces choses seront (et peuvent donc être) rendus « renouvelables » ou « verts » dans le futur.

Une des inepties du mouvement écologiste grand public relève de ce qu'il ne comprend pas, ou refuse d'admettre, que l'ensemble du mode de vie de la civilisation électrique est écologiquement insoutenable, et que même si toute l'énergie qu'il utilisait provenait de sources

d'énergies (véritablement) « vertes », écologiques (ce qui n'est pas possible), cela ne résoudrait qu'une petite partie d'un problème qu'il refuse de poser autrement qu'en des termes qui le rendent insoluble. En effet, si au lieu de demander comment rendre « vert » tel ou tel aspect de la civilisation industrielle, il se demandait s'il est possible, et s'il est souhaitable, de les rendre écologiques, il commencerait à entrevoir l'impasse écologique dans laquelle il nous mène.

II. L'éco-consommation (l'écomoralisme de classe) : une fausse solution vraiment inique

« Nous avons aujourd'hui un mode de vie insoutenable ». C'est ce qu'affirme Pascal Canfin, PDG du WWF, dans une petite vidéo qui a récemment *fait le buzz* sur les réseaux sociaux. On ne peut qu'acquiescer, évidemment. Seulement, la suite de son plaidoyer, qui traite des solutions, illustre bien la raison pour laquelle il est à la tête d'une branche nationale de l'ONG écologiste la plus célèbre du capitalisme mondialisé :

« On a montré au WWF qu'on pouvait, sans dépenser 1 euro de plus, pour une famille de 2 adultes et 2 enfants, aller jusqu'à 50 % de produits bio. »

Il recommande ensuite de remplacer la viande « par des pâtes ou par des légumineuses, ou par des fruits et des légumes », et explique qu'il est important de manger « moins de viande, mais mieux de viande ».



(Pourquoi le bio n'est pas et ne sera jamais une solution aux problèmes que nous connaissons)

La solution au désastre écologique, c'est donc que les gens mangent des pâtes et moins de viande (il s'agit de la fameuse rhétorique de la douche courte^[2]). Pendant ce temps-là, les riches peuvent continuer à voyager en jet, à acheter de nouveaux yachts chaque année, à se faire construire des villas toujours plus fastueuses, les industries peuvent continuer d'accaparer

des terres, de privatiser des sources, de polluer des fleuves et des rivières, d'utiliser des ressources non renouvelables et des ressources renouvelables dans d'innombrables activités complètement nuisibles (de l'aérospatiale aux industries de l'armement), les industriels de construire de nouveaux complexes immobiliers, hôteliers, de nouveaux terrains de golf, de nouveaux centres commerciaux, et ainsi de suite. Merci Pascal. Si avec ce régime populaire à base de pâtes et de *mieux de viande*, on ne sauve pas la planète, vraiment, c'est qu'il n'y avait rien à faire.



(Bien sûr, ailleurs, Pascal Canfin et le WWF prônent peut-être, en plus des pâtes et des légumineuses, d'autres solutions ou types de solutions, mais qu'il ait choisi de résumer sa minute-solution à ce message en particulier en dit long).

Ce qui nous ramène au premier exemple et à la manière dont l'écologisme grand public ne perçoit pas (ou occulte sciemment) l'ampleur du caractère antiécologique de la civilisation industrielle mondialisée. Il se contente de faire illusion, de promouvoir des fausses solutions, qui ne menacent pas les classes des riches et des puissants mais qui permettent de donner le change, de garantir la ~~paix~~ léthargie sociale, de préserver le *statu quo*, à défaut de la planète.

Nicolas Casaux

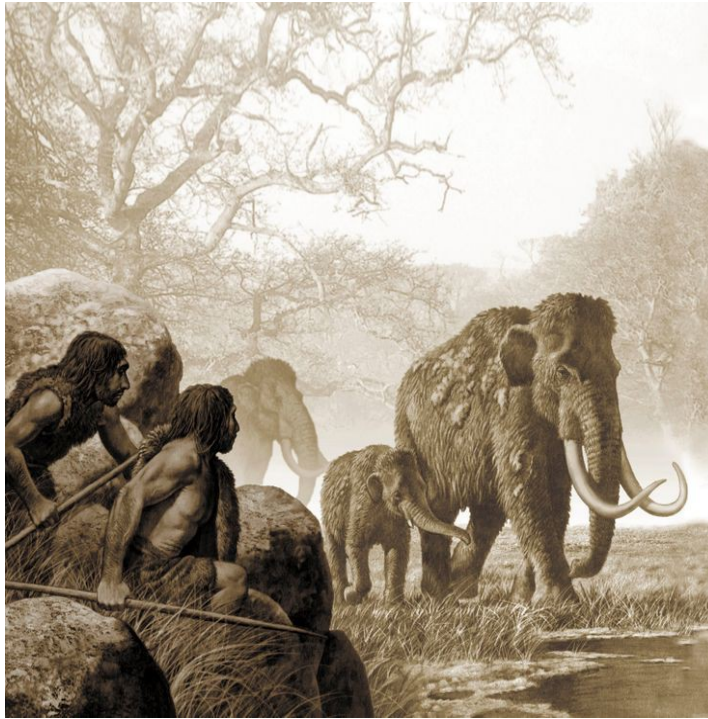
NOTES:

1. Voir, de Philippe Bihouix, l'article [*Du mythe de la croissance verte à un monde post-croissance*](#), voir aussi mon article [*L'étrange logique derrière la quête d'énergies 'renouvelables'*](#), qui expose cela plus en détail. ↑
2. À ce sujet, il faut lire l'article de Derrick Jensen, [*Oubliez les douches courtes*](#).

Extinctions animales : 125 000 ans d'influence du genre humain

Par Pierre Ropert 25.04.2018

D'après une récente étude, l'influence de l'être humain sur la nature s'exerce depuis 125 000 ans. Le genre Homo serait à l'origine de la disparition de la méga faune. Et l'impact des hommes, étudié depuis le XVIIIe siècle, se fait encore sentir aujourd'hui sur les mammifères terrestres.



Des Hommes de Néandertal chassant des mammouths. • Crédits : Science Photo Library - Getty

Et si, d'ici quelques centaines d'années, le plus gros mammifère terrestre était la vache ? C'est ce que se demandent des scientifiques, en conclusion d'une étude parue dans la revue américaine *Science*, dans laquelle ils démontrent que depuis 125 000 ans, la taille moyenne des animaux n'a eu de cesse de diminuer. Le responsable ? L'être humain.

Selon [l'étude Diminution de la taille du corps des mammifères à la fin du Quaternaire](#) (*Body size downgrading of mammals over the late Quaternary*), le genre *Homo* aurait conduit à l'extinction des mammifères de grande taille depuis la fin du quaternaire jusqu'au temps présent. Au rang de ses victimes ? Les mammouths, les rhinocéros laineux ou encore les tigres à dents de sabre ou encore les paresseux géants.

La dissémination du genre *Homo* hors du continent africain, qu'il s'agisse de *Sapiens*, *Denisovens* ou *Neanderthalensis*, aurait eu pour conséquence la disparition des espèces de grande taille. En comparant les fossiles antérieurs à la dispersion de l'espèce humaine et ceux coïncidant avec l'arrivée des hominidés sur un lieu donné, les chercheurs ont pu constater une diminution drastique du poids des mammifères, quand il ne s'agissait pas directement de leur anéantissement.

“Il y a une controverse scientifique sur l'impact de l'Homme sur son environnement et sur la grande faune, car il s'agit d'une extinction très ciblée sur la mégafaune, c'est à dire les animaux de plus de 40 kilos, qui vont disparaître par dizaines”, précisait déjà Valérie Chansigaud, docteur des sciences de l'environnement, en 2013 dans [La Marche des Sciences](#) :

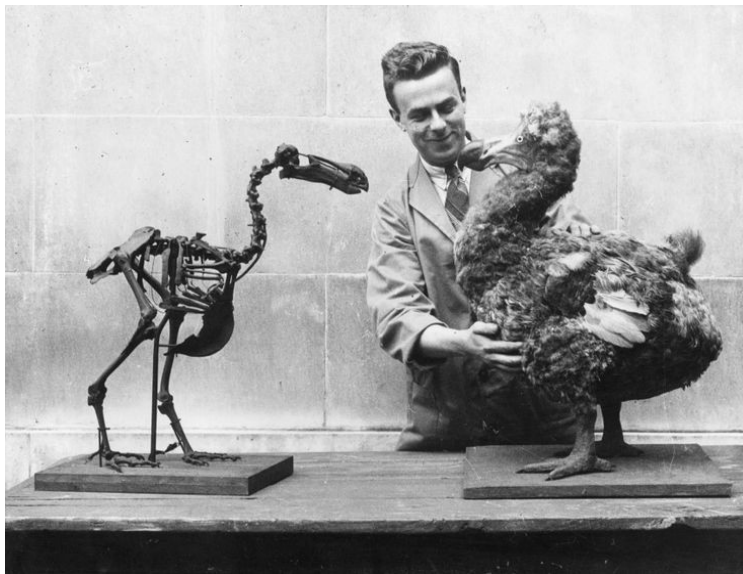
Il y a un argument en faveur du rôle de l'Homme, c'est le caractère asynchrone de ces disparitions. Elles se produisent à des moments différents lorsqu'on est en Amérique, aux Caraïbes, en Australie, à Madagascar... Le seul élément commun

c'est l'arrivée de l'Homme. Il y a une concomitance entre l'arrivée de l'être humain et la disparition de cette mégafaune.

D'après l'étude, à mesure que les techniques de chasse des premiers hominidés se perfectionnent, la masse des animaux diminue de plus en plus drastiquement : en Eurasie, la masse moyenne des mammifères est quasiment divisée par deux quand l'Homme s'y trouve, puis en Australie, elle chute de 35 kg à 4,6 kg. En Amérique du Nord, c'est de 98 kg à 7,6 kg. "Ce degré de sélection était sans précédent en 65 millions d'années d'évolution des mammifères", précise l'étude, qui explique que la dernière extinction massive d'une telle ampleur date de la fin du crétacé.

L'impact de l'être humain sur la nature : un constat récent

Selon Valérie Chansigaud, on a longtemps eu une vision assez "floue" des choses, et il faut attendre la moitié du XIXe siècle pour que l'on commence à s'en inquiéter : "Il n'y avait pas encore de certitude absolue de disparition d'espèces du fait de l'Homme. Il va falloir attendre 1829, avec l'extinction du dodo, qui est reconnue du fait de l'impact humain. Et là encore, le premier texte qui en parle va dire que c'est un exemple exceptionnel. On revient très vite dessus au milieu du XIXe siècle, on commence à faire paraître des listes rouges d'espèces disparues. Là les choses se sont établies. L'inquiétude de l'érosion de la biodiversité existe avant d'avoir les preuves".



Le dodo est le premier animal qui a été considéré disparu du fait de l'influence de l'être humain. • Crédits : Becker - Getty

"Buffon, dans Les Époques de la nature, définit une septième époque de la nature, qu'il appelle l'époque de l'Homme" racontait Jean-Baptiste Fressoz, historien des sciences, des techniques et de l'environnement, en 2014 dans l'émission [La Marche des sciences](#), consacrée à l'anthropocène, cette époque caractérisée par l'influence de l'être humain sur la Terre. En 1778, le naturaliste écrit ainsi que "La face entière de la Terre porte aujourd'hui l'empreinte de la puissance de l'Homme" :

Écouter

Peut-on parler d'Anthropocène ? (La Marche des sciences, 13/06/2014)

Un siècle plus tard, en 1870, dans *La Revue des deux mondes*, le zoologiste français Emile Blanchard dressait la liste des *Animaux disparus depuis les temps historiques*, comme des espèces de cerfs ou de pingouins, en raison de l'activité de l'Homme :

Depuis le jour où les derniers grands phénomènes physiques ont été accomplis à la surface de la terre, peu d'animaux ont disparu. Quelques grandes espèces seules ont été anéanties, et l'homme est l'unique auteur de cet anéantissement regrettable. [...] La destruction des grands animaux, accomplie par les Hommes dans l'espace de quelques siècles, fait présager un immense appauvrissement de la nature dans un avenir plus ou moins lointain. L'extinction d'une foule d'espèces s'est opérée avec une rapidité désespérante aux îles Mascareignes ; elle se produit sur beaucoup d'autres points du globe. Chose étrange, partout où pénètre la civilisation européenne, la dévastation commence et s'achève plus ou moins vite. Les peuples les plus industriels sont les plus grands ravageurs. Encore quelques milliers d'années, et la terre entière présentera un aspect uniforme et misérable.

Pour Lévi-Strauss, "il n'y aura plus que les espèces que l'Homme aura sélectionnées"

Plus récemment, l'anthropologue et ethnologue Claude Lévi-Strauss, dans l'émission *Radioscopie* en 1981, affirmait la nécessité d'une distinction entre "*des individus que les fatalités de notre condition nous amène à détruire, et les espèces qui doivent être radicalement protégées*" :

Les droits de l'espèce humaine s'arrêtent devant les droits d'autres espèces. Qu'est-ce que c'est une espèce vivante ? C'est une synthèse incroyablement complexe, qui a mis des millions d'années à se constituer d'un certain nombre de propriétés du monde naturel, qui sous cette forme sont totalement irremplaçables. Irremplaçables dans la chaîne des êtres vivants où chacun remplit sa fonction, et irremplaçables aussi d'un point de vue esthétique car chacun constitue une sorte de chef-d'oeuvre, a une beauté particulière. L'existence d'une espèce est aussi importante que l'oeuvre d'un grand peintre, que pourtant nous employons tous nos efforts à protéger dans des musées, alors que quand il s'agit d'une espèce vivante nous la traitons avec une désinvolture et un mépris incroyables.



Claude Lévi Straus, en août 1988. • Crédits : Eric BRISSAUD - Getty

La chercheuse Felisa A. Smith, dans l'étude publiée dans la revue *Science*, alertait ainsi sur l'impact de l'être humain à notre époque : *“si la tendance actuelle se poursuit, la taille des mammifères terrestres deviendra plus petite qu'elle ne l'a jamais été au cours des dernières 45 millions d'années”*, prévient l'étude qui vient d'être publiée dans la revue *Science*. Un bouleversement qui se traduirait par des bouleversements durables de notre écosystème. Ce qu'entrapercevait déjà Claude Lévi-Strauss :

Il est certain que nous nous dirigeons, si on veut extrapoler, vers un monde où il n'y aura plus d'une part que l'Homme, et d'autre part les espèces animales et végétales que l'Homme aura sélectionnées et protégées pour ses propres besoins. Tout le reste aura disparu.

Dans une étude publiée en juillet 2017 dénonçant un "anéantissement biologique" et alertant sur l'imminence d'une sixième extinction des espèces, les sombres prévisions de l'anthropologue semblaient d'ores et déjà en voie de réalisation. Sur 177 espèces de mammifères étudiées, 32 % d'entre elles déclinaient en terme de population et d'étendue :

Ceux qui subiront le plus le réchauffement climatique sont ceux qui en sont le moins responsable

Clément Fournier e-RSE.net

[**NYOUZ2DÉS: c'est totalement faux.** Clément Fournier ne fait que reprendre en boucle, sans aucun sens critique, ce qui se dit déjà dans les médias. Nous subissons TOUS les conséquences des changements climatiques. Clément Fournier croit peut-être que les pays riches resteront riches *jusqu'à la fin des temps* (la mentalité Walt Disney). Nous vivrons très bientôt tous dans des pays du tiers monde. La richesse n'existera plus sur cette planète, sauf pour quelques tortionnaires. Mais voyons ce que Clément Fournier a à dire d'intéressant.]



Les plus gros pollueurs de la planète sont aussi ceux qui subissent le moins les dangers du réchauffement climatique. Et inversement, ceux qui polluent le moins vont le prendre de plein fouet.

Ce n'est un secret pour personne : tout le monde n'a pas la même responsabilité dans le réchauffement climatique. En effet, lorsque l'on regarde les causes des perturbations climatiques mondiales, l'essentiel peuvent être attribués aux pays riches. En effet, [sur les 10 plus gros émetteurs de CO2 du monde par habitant](#) (ceci incluant les émissions importées via la consommation) on trouve 7 pays riches, membres de l'OCDE répartis majoritairement entre l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord (dans l'ordre : Etats-Unis, Japon, Russie, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France).

C'est logique : plus on consomme, plus on émet de CO2. Et comme on consomme plus dans les pays riches que dans les pays en développement, ce sont globalement les pays riches qui contribuent le plus au réchauffement climatique. Mais paradoxalement, ces gros pollueurs sont aussi ceux qui subiront le moins les conséquences du réchauffement climatique dont ils sont responsables. Au contraire, les pays les plus pauvres, ceux qui ont le moins contribué au réchauffement climatique, sont ceux qui le subiront le plus fortement.

Les pays pauvres et vulnérables face aux dangers du réchauffement climatique



C'est le résultat d'une [étude publiée dans la revue Science Advance](#) : le réchauffement climatique est profondément injuste. En effet, les chercheurs ont mesuré la vulnérabilité de différentes régions du monde face au réchauffement climatique. Ils ont constaté que le réchauffement allait avoir plus de conséquences dans certaines zones que dans d'autres. Les régions qui sont déjà chaudes par exemple, auront plus de mal à faire face au réchauffement. Les zones tropicales, plus fragiles, subiront également plus de dommages. À contrario, les zones plutôt tempérées de l'hémisphère Nord devraient avoir un peu moins de difficultés (même si rien de tout ça n'est réjouissant).

Le problème c'est que ces zones chaudes, arides ou tropicales sont aussi celles qui abritent des pays en général plus pauvres, qui ont globalement moins pollué que les pays européens ou que les Etats-Unis. En gros, un pays comme le Brésil, qui pollue relativement peu par rapport à un pays comme la France, va subir plus de conséquences négatives liées au réchauffement climatique.

L'inégalité climatique : un phénomène global

Ce phénomène que l'on qualifie souvent d'inégalité climatique est malheureusement généralisé : les pays les plus vulnérables face au réchauffement climatique sont aussi ceux qui y ont le moins contribué.

Mais cela est valable aussi au niveau intra-étatique. Au sein d'un même pays, ce sont souvent ceux qui contribuent le plus aux émissions de CO₂ et à la pollution qui en subissent le moins les effets. Ainsi, [une étude menée aux Etats-Unis](#) confirme que le réchauffement climatique affecte plus fortement le Sud du pays, dans des régions qui sont déjà en moyenne plus pauvres. Mais ce n'est pas qu'une question régionale : les aléas climatiques sont plus susceptibles d'affecter des populations qui sont déjà vulnérables. Par exemple, les catastrophes climatiques affecteront d'abord les agriculteurs, qui font partie des populations pauvres. L'augmentation des prix de l'alimentaire qui en résulte affectera d'abord les plus pauvres, ceux qui ont peu de

moyens. Quant aux plus riches, ils disposent bien souvent du capital nécessaire pour faire face aux problèmes inhérents au changement climatique.

Or il est aujourd'hui largement démontré que les riches (qui consomment plus, ont de plus grands logements, voyagent plus, ont de plus gros véhicules) polluent plus que les pauvres. Le bilan carbone des français réalisé par l'ADEME montrait parfaitement cette sensibilité de l'empreinte carbone au niveau de vie : plus on est riche plus on pollue. Et plus on est riche, moins on est affecté par les problèmes écologiques.

Comment résorber l'injustice climatique ?

[**NYOUZ2DÉS**: cette phrase sent la stupidité à plein nez.]



[**NYOUZ2DÉS**: ça suffit de publier ces images d'éoliennes qui ne valent absolument rien.]

Aujourd'hui, cette inégalité et cette injustice climatique sont d'ailleurs au coeur des négociations sur le climat. Dans le Protocole de Kyoto puis dans l'Accord de Paris, les dirigeants mondiaux se sont d'ailleurs mis d'accord pour établir le principe d'une « responsabilité commune mais différenciée ». L'idée ? Chaque pays est effectivement responsable de la lutte contre le réchauffement climatique, mais ceux qui ont le plus contribué au problème doivent contribuer plus que les autres, mettre plus de moyen. Et pour l'instant, ce principe est encore très difficile à faire appliquer : le Fond Vert destiné à financer la transition écologique dans les pays pauvres a du mal à trouver ses finances par exemple.

L'autre problème c'est qu'aucun mécanisme concret de ce type n'existe pour gérer cette injustice au niveau individuel. Ainsi, il n'existe aucune vraie taxe sur les émissions de CO2 qui permettrait aux riches (qui polluent plus) de contribuer plus aux efforts nationaux de lutte contre le réchauffement climatique. Aujourd'hui, c'est donc la double peine pour ceux qui polluent le moins : non seulement ils subiront plus que n'importe qui le réchauffement climatique, mais en plus, ils doivent contribuer autant que les autres pour en atténuer les effets.



À la section 2.5 de mon livre « Thermodynamique de l'évolution » (bas de la page 36), j'ai écrit que les sociétés humaines « s'auto-organisent en formant un cerveau global capable de mémoriser toujours plus d'information. Cette information leur permet de dissiper de plus en plus d'énergie. C'est ce que nous appelons le progrès scientifique et technique ».

Dans mon récent exposé à l'école des mines, j'ai dit qu'un réseau neuronal reçoit de l'information de sa source froide: c'est le cas du cerveau global que forme notre société. Dans mon précédent billet j'ai montré que la température de cette source froide peut s'exprimer en Euros dépensés par bits d'information mémorisée. Cela soulève le problème du coût de la recherche scientifique. Plus ce coût est important, plus la température de notre source d'information est élevée et plus le rendement de Carnot de notre société est bas. Mon précédent billet suggère que les sociétés humaines s'effondrent lorsque leur rendement de Carnot est trop bas. Cela me donne l'occasion d'évoquer ici quelques traits de ma carrière scientifique personnelle.

J'ai débuté ma carrière scientifique sous la direction de Jacques Blamont, un des pères de la recherche spatiale en France. Tandis que les chercheurs de son laboratoire montaient leurs expériences sur des ballons ou des fusées, j'ai préféré étudier le soleil depuis le sol. J'ai monté ma propre expérience derrière la lentille de 25 cm de diamètre qui équipait le petit sidérostad de l'Observatoire de Marseille au centre ville. Quatre ans plus tard, j'avais des résultats

publiables, tandis que les ballons de mes camarades éclataient en vol ou leurs fusées s'écrasaient au sol. C'était une époque héroïque, où l'on payait déjà cher le coût de la complexité.

Après avoir créé le laboratoire d'astrophysique de l'université de Nice où nous avons développé l'héliosismologie, je suis parti aux États-Unis pour y développer l'optique adaptative. Celle-ci permet de compenser les effets optiques de la turbulence atmosphérique et de concurrencer, au moins partiellement, l'observation dans l'espace. C'était l'époque où le télescope spatial Hubble a été lancé. On s'est alors aperçu qu'il ne marchait pas. Une erreur avait été faite produisant ce qu'on appelle une aberration de sphéricité. Il était de plus mal aligné. Il a fallu construire et installer en orbite une optique correctrice. Mon équipe a été parmi celles qui ont déterminé les corrections à faire.

L'optique adaptative nous a permis de voir en infra-rouge ce que le télescope Hubble voyait dans le visible. Parfois nous avons eu la primeur d'une découverte, confirmée ensuite par Hubble, comme l'anneau autour de l'étoile GG Tau dont l'image est en tête de ce blog. Le plus souvent nous n'avons fait que détecter en infra-rouge ce que le télescope spatial voyait déjà dans le visible. C'est le cas par exemple de l'anneau de Neptune et de son satellite Protée. Dans certains cas, l'observation en infra-rouge nous a donné un avantage décisif: nos images infra-rouge des nuages de Neptune ont été affichées dans les couloirs de la NSF qui concurrençait ainsi la NASA.

Il n'est pas question de dénier ici les apports de la recherche spatiale. Ils sont sans commune mesure avec ce que nous avons pu faire au sol. Mais si vous divisez cet apport, mesuré en bits d'information publiées, par le coût de la mise en orbite suivie de la réparation d'un télescope dans l'espace, alors la recherche spatiale risque de faire triste figure. Si vous pensez maintenant au 800 millions d'individus qui souffrent toujours de la faim dans le monde, en quoi a-t-on amélioré leur sort? Les scientifiques n'ont-ils pas une part de responsabilité?

Je n'ai décrit ici que le domaine de recherche que je connais pour y avoir participé. Il est facile d'imaginer qu'il en est de même de la recherche nucléaire. Je ne parle pas seulement des recherches sur la fission mais aussi de celles sur la fusion menée dans le sud de la France, notre pays s'étant spécialisé dans ce domaine. A-t-on jamais essayé de mesurer leur coût en bits d'information utile par Euro d'argent dépensé?

Sylvestre Huet a introduit les exposés présentés à l'école des mines (billet 120) en se moquant du grand public qui pense que les usines nucléaires produisent des gaz à effet de serre. Cela montre en effet l'état de l'éducation en France: le nombre d'Euros dépensé par bit d'information assimilée confirme que notre société a bien un problème de source froide. Mais ce n'est pas ce que Huet voulait dire. Pour lui notre société a un problème de source chaude, notre source d'énergie, et le nucléaire est la solution. Seulement, voilà: le public n'en veut pas.

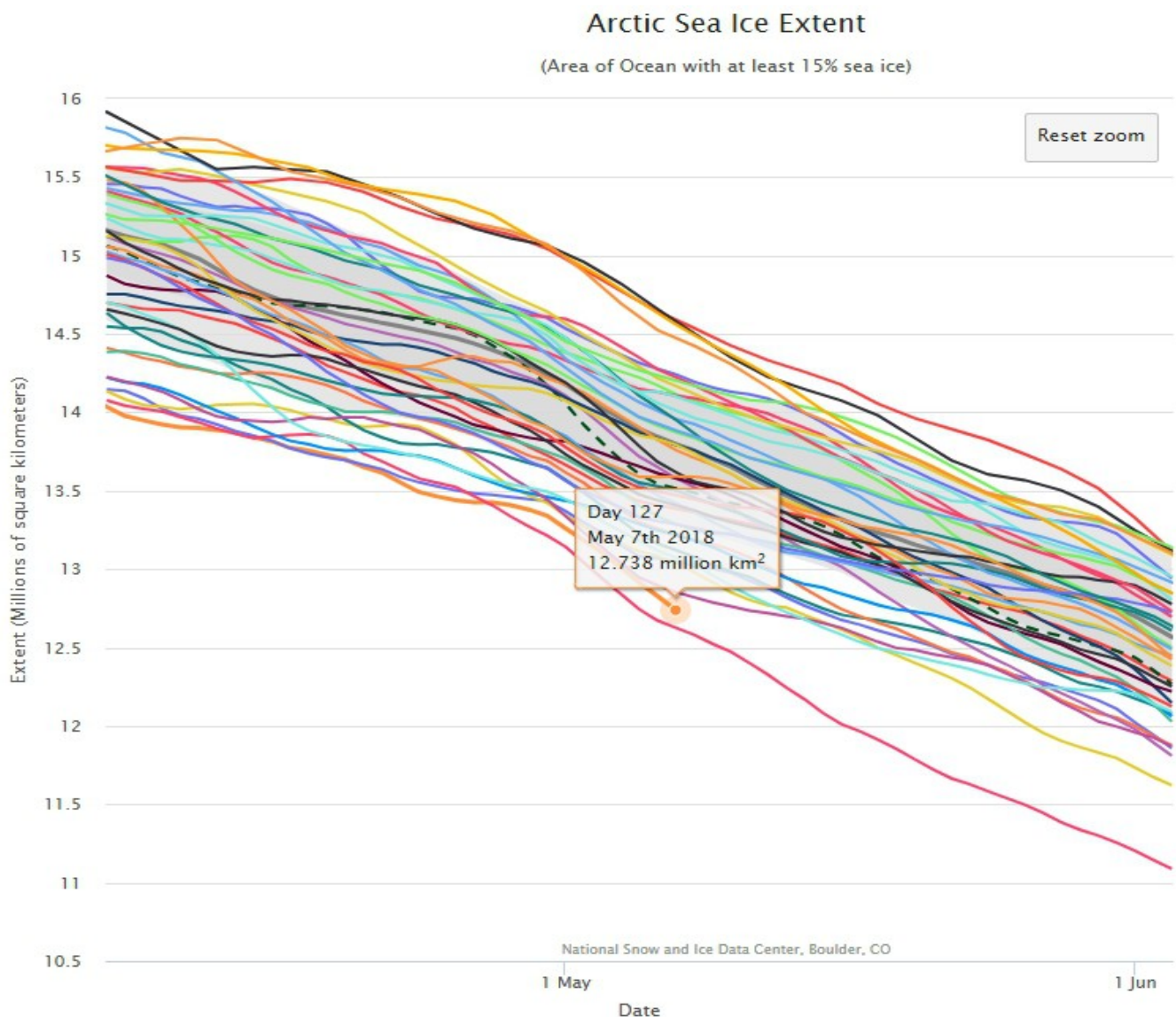
De même que chacun d'entre nous a un inconscient, le cerveau global de notre société a un inconscient collectif. Le psychiatre Carl Gustav Jung l'a très bien montré. Lorsqu'on parle de nucléaire, cet inconscient collectif lui associe aussitôt des mots comme Hiroshima, Nagasaki, Tchernobyl ou Fukushima et il n'en veut pas. Autrement dit, il remet en question le progrès scientifique et technique. Cet inconscient nous dit que nos problèmes de société sont liés au progrès scientifique et technique et doute qu'on puisse résoudre ces problèmes par encore plus

de progrès. Mon expérience personnelle du financement de la recherche scientifique et technique me dit que cet inconscient a raison.

Joseph Tainter le confirme: les sociétés humaines s'effondrent par excès de prouesses techniques. La civilisation de l'île de Pâques a survécu à l'éradication de tous ses arbres, mais elle s'est effondrée pour avoir érigé des statues aussi impressionnantes qu'inutiles. Notre civilisation survivra aussi bien à la fin du pétrole qu'au réchauffement climatique; mais elle s'effondrera pour avoir voulu la lune, un astre mort, sans utilité pour elle. Les civilisations s'effondrent lorsque le coût qu'elles payent pour l'information scientifique et technique devient trop élevé. Leur rendement de Carnot descend alors trop bas. Des civilisations ayant un meilleur rendement les remplacent.

Vers une fonte record de la banquise arctique cet été ?

par [Damian](#) 10 mai 2018 , SciencePost.fr



Étendue de banquise au pôle nord entre avril et juin. L'année 2018 est marquée par l'encadré orange. Les autres années entre 1979 et 2018 sont également présentes. Crédits : National Snow and Ice Data Center, Boulder, CO.

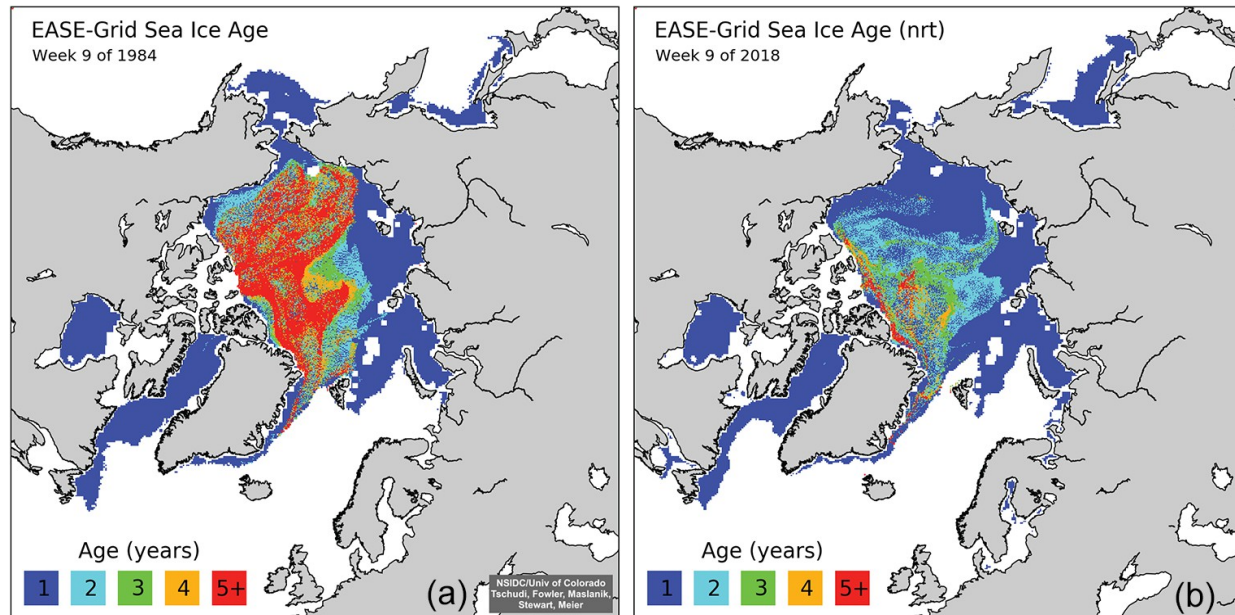
Alors que la banquise du pôle nord a subi un hiver anormalement doux et agité qui a limité son expansion habituelle, la saison de fonte démarre sur les chapeaux de roues. Seraient-ce les signes précurseurs d'un minimum record d'ici la fin de l'été ?

L'étendue moyenne de glace de mer durant ce mois d'avril 2018 était de 13,7 millions de km². Cette valeur est, avec celle de 2016, la plus basse pour un mois d'avril depuis le début des observations par les satellites. Au 7 mai, l'extension se situe en seconde position des plus faibles avec 12,7 millions de km². Le record pour cette période de l'année date de 2016 avec 12,6 millions de km².

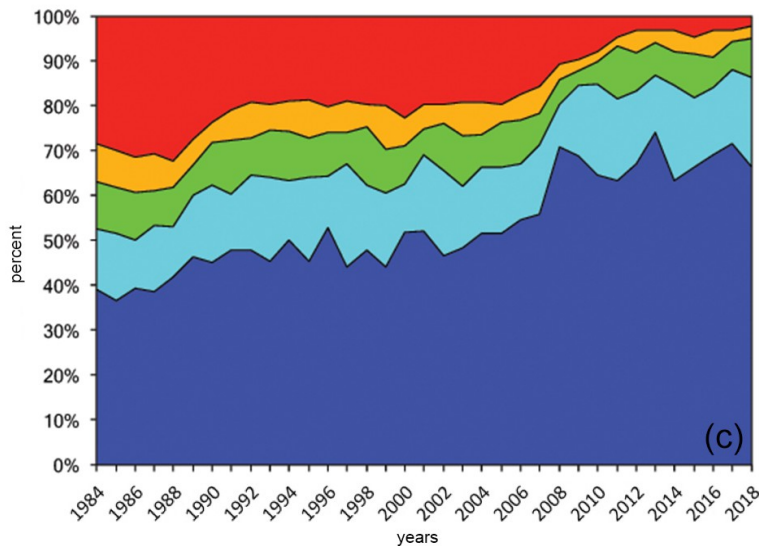
Comme l'impose le cycle saisonnier, la banquise arctique entre actuellement dans sa période de fonte annuelle qui se terminera au cours du mois de septembre, date à laquelle le minimum d'étendue sera atteint. Cette année et à l'image des précédentes, la banquise est très fragile car constituée en grande majorité de glace saisonnière, c'est-à-dire de glace jeune péniblement formée au cours de l'hiver précédent. Elle ne mesure en moyenne que de 1 à 2 mètres d'épaisseur et a tendance à ne pas survivre durant la saison de fonte. Ainsi, à moins d'avoir des conditions météorologiques très favorables au pôle nord – un régime de temps dépressionnaire apportant de la nébulosité et de la fraîcheur -, on peut s'attendre à ce qu'une grande partie de la glace de mer saisonnière présente en ce début mai ait fondu d'ici fin septembre.

À l'inverse, la glace pluriannuelle qui peut faire jusqu'à 5 mètres d'épaisseur est assez massive pour résister. Or, les analyses montrent qu'au cours de la dernière décennie, une quantité importante de cette glace épaisse a disparu. Ce phénomène est dû à une accentuation de la fusion estivale et à l'augmentation de l'export par les courants au travers du détroit de Fram situé entre le Groenland et le Svalbard. En atteignant des latitudes plus basses, ces glaces y rencontrent des eaux bien plus chaudes et finissent par fondre. Ces pertes récentes se placent sur une tendance multi-décennale très claire, où la surface du bassin arctique occupée par les glaces pluriannuelles diminue à très grande vitesse. En fin d'hiver, la surface occupée par de la glace de plus d'un an est passée de 61 % en 1984 à 34 % en 2018. Seulement 2 % du bassin restent occupés par de la glace âgée de 5 ans ou plus. La banquise devient ainsi de plus en plus vulnérable durant la saison estivale.

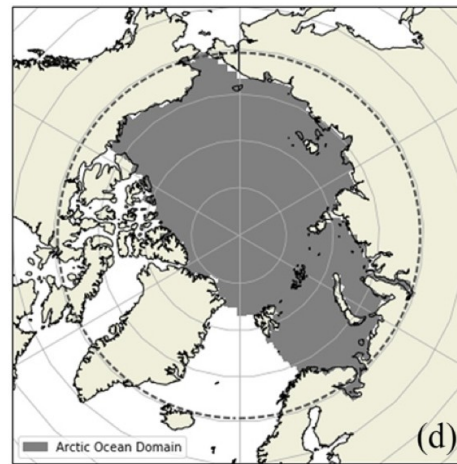
Ice Age Distribution During Week Nine in 1984 and 2018



Percent of Sea Ice Extent During Week Nine for Different Age Classes



Arctic Ocean Domain



Images by M. Tschudi, S. Stewart, University of Colorado Boulder, and W. Meier, J. Stroeve, NSIDC

Distribution spatiale entre 1984 et 2018 (a-b) et temporelle (c) des différents types de glace sur le bassin arctique (d) en fin d'hiver. La glace saisonnière est en bleu foncé et les glaces ayant survécu plus d'une année sont présentées en différentes couleurs (la plus ancienne, 5 ans et +, en rouge). Crédits : Preliminary analysis courtesy M. Tschudi, University of Colorado Boulder. Images by M. Tschudi, S. Stewart, University of Colorado, Boulder, and W. Meier, J. Stroeve, NSIDC.

Au cours des dernières années, les conditions météorologiques ont pu limiter la virulence de la perte de glace de mer durant l'été. Mais est-ce que cela sera encore le cas cette année ? Dans la perspective d'un retour à des conditions météorologiques plus défavorables pour l'Arctique, comme ce fut le cas en 2012 par exemple, le record du minimum annuel le plus bas pourrait

être battu. L'océan Arctique serait ainsi pratiquement dépourvu de glace en septembre. Toutefois, la prévision du régime de temps qui régnera au pôle nord au cours des prochains mois reste un point d'interrogation. À ces échéances, la prévisibilité atmosphérique est très faible, et introduit une limite nette à l'exercice de prévision de l'état de la banquise. Ainsi, un démarrage précoce et rapide de la fonte ne signifie pas forcément un minimum record en fin de saison, étant donné que les conditions météorologiques peuvent basculer rapidement d'une semaine à l'autre.



Crédits : NASA / Kathryn Hansen.

Quoi qu'il en soit, la circulation atmosphérique ne pourra pas protéger indéfiniment la banquise de la tendance climatique de fond. Enfin, n'oublions pas que ces considérations ne sont que quelques-unes des nombreuses facettes des bouleversements climatiques et environnementaux que subissent les régions polaires depuis plusieurs décennies.

[Source](#)

[Le printemps est là, pas les hirondelles](#)

[Emilie Torgemen 09 mai 2018 , Le Parisien.fr/](#)



Depuis 30 ans, la population a chuté de 42 % pour les hirondelles rustiques et de 39 % pour leurs cousines hirondelles de fenêtre.

Associations et scientifiques s'inquiètent d'un retard de l'arrivée de ces oiseaux migrateurs ou, pire, d'une chute des populations.

Sur l'île de Ré, Bernard attend toujours « ses » hirondelles. Quelques oiseaux éclaireurs sont bien arrivés en Charente-Maritime mais en apercevant trois de ces flèches filer au milieu des nuages, le retraité pense que d'habitude, les jolies voyageuses arrivent plus tôt et en plus grand nombre.

Bien vu. « Au niveau national, nous constatons un énorme décalage pour la migration des hirondelles comme d'autres oiseaux, s'inquiète Allain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue de protection des oiseaux (LPO). Si l'on n'a pas encore de décompte, on espère qu'il ne s'agit que d'un retard. A cette date, les emblématiques oiseaux à queue fendue devraient déjà nicher en France. Or l'on voit seulement les premières vagues se déclencher. »

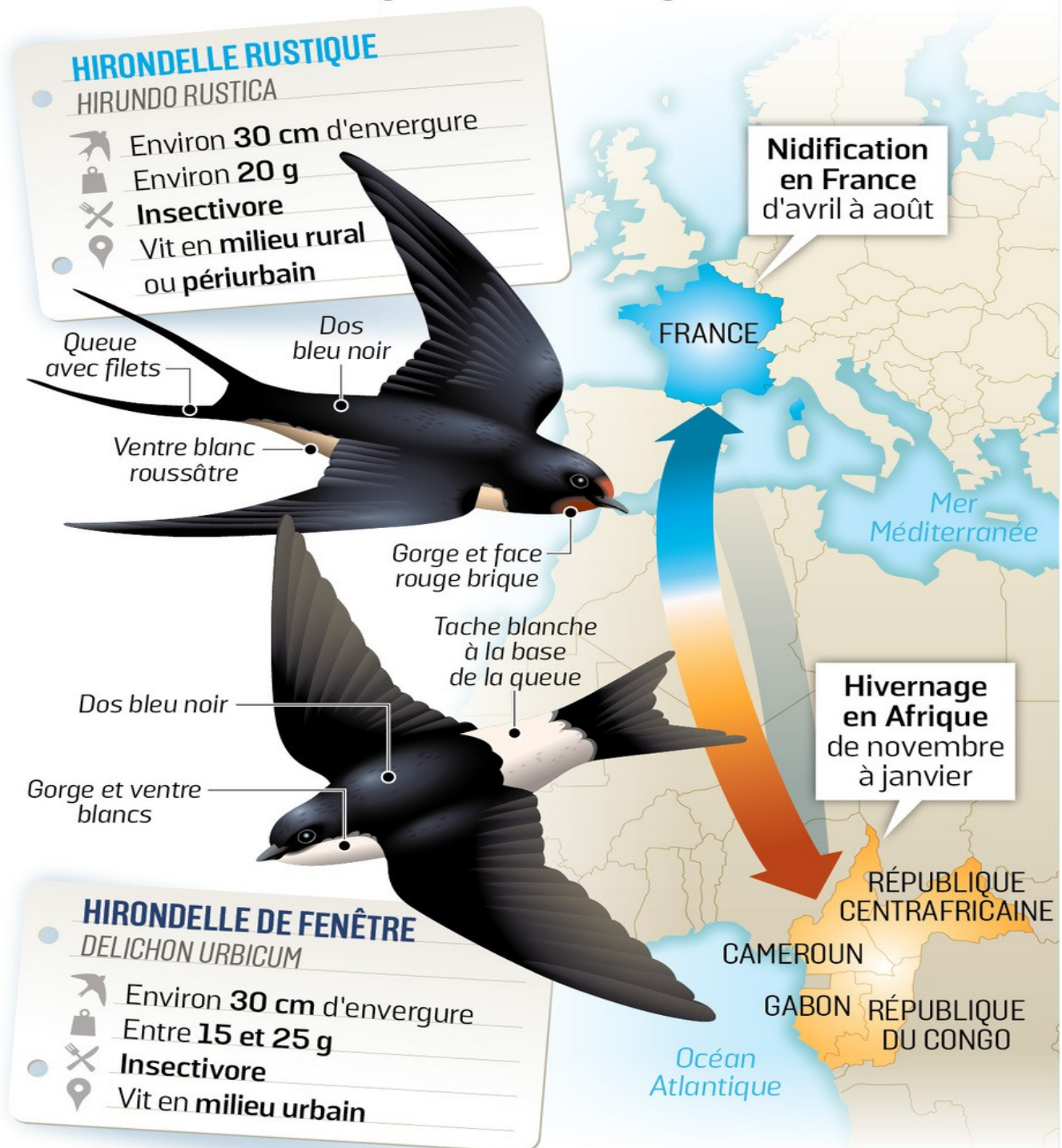
En effet, les hirondelles françaises passent la saison mauvaise en Afrique de l'Ouest (Cameroun, Congo, Gabon, Centrafrique). Si « une seule hirondelle ne fait pas le printemps » (on doit la formule à Aristote), l'arrivée de milliers de ces nicheurs en France, de mi-mars à début mai, coïncide bel et bien avec la fin de l'hiver. Qu'est-ce qui les retarde ainsi ? « Difficile à dire, répond Allain Bougrain-Dubourg. Pour les cigognes noires, échassiers équipés de balise Argos, on sait que [les tempêtes en Espagne](#) sur le chemin du retour au bercail ont fait beaucoup de victimes. Peut-être que la même cause a créé les mêmes effets chez les hirondelles. »

À la campagne et en ville

Plus catégorique, Frédéric Jiguet, chercheur au Centre d'écologie et des sciences de la conservation du Muséum national d'histoire naturelle à Paris, penche, lui, pour l'hypothèse « d'une grosse claque dans les effectifs ». Le muséum vient de publier avec le CNRS une étude montrant [qu'un tiers des oiseaux](#) ont disparu dans les campagnes françaises faute de garde-manger d'insectes suffisants.

Pour les oiseaux des villes, le contexte n'est pas plus accueillant : les associations constatent de nombreuses destructions de nids — une pratique par ailleurs illégale ! En cause, les fientes qui s'échappent des nids et salissent les murs rebutent beaucoup leurs voisins humains. « Installer des planchettes sous le nid, choisir des revêtements lisses faciles à nettoyer ou construire des hôtels à hirondelles, il existe pourtant de nombreuses solutions pour cohabiter », pointe Allain Bougrain-Dubourg.

Portrait de ces grandes migratrices



LP/INFOGRAPHIE - T.H. SOURCE : LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX.

2018 serait donc une mauvaise année dans une tendance baissière au long cours. Depuis 30 ans, la population a, selon les décomptes du muséum, en effet chuté de 42 % pour les hirondelles rustiques et de 39 % pour leurs cousines hirondelles de fenêtre. « Or ces baisses fonctionnent par à-coups, explique Frédéric Jiguet. Et ne sont pas homogènes sur tout le territoire. » Ainsi, dans le Loiret, l'association Maison de Loire, qui organise des sorties nature

avec les scolaires, compte beaucoup de ces oiseaux et parle au contraire d'une « année à hirondelles ».

Effet du réchauffement climatique

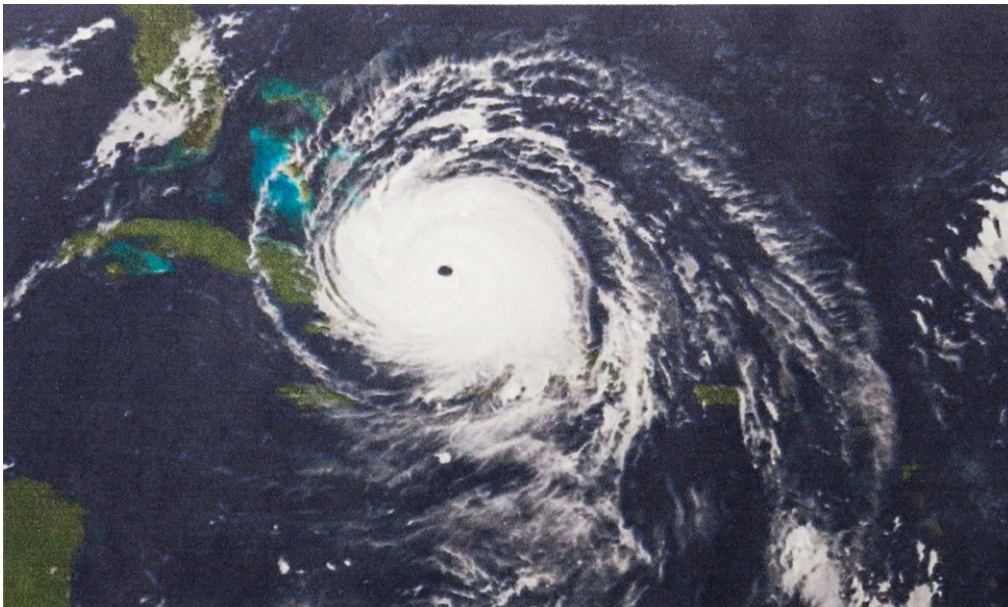
On signalait lundi des vols importants au-dessus du cap Corse (Haute-Corse), source d'espoir à la LPO. Mais si ces grandes voyageuses arrivent trop tard, les conséquences pourraient être graves. Entre l'accouplement, la ponte et la couvée, il faudra attendre trois semaines avant que les parents ne commencent à donner la becquée aux jeunes hirondeaux. Ils risquent alors rater la saison des chenilles, leur principale nourriture, car elles se seront déjà transformées en papillons.

D'autant plus que la hausse globale des températures accélère le cycle de vie de ces insectes. « Cette concordance des rythmes, fruit d'une longue évolution, est bien documentée chez les mésanges charbonnières. Pas sûr que ces dernières, tout comme les hirondelles, arrivent à s'adapter au réchauffement climatique très rapide que nous vivons », pointe Frédéric Jiguet.

Risques « climat » dans la finance : état des lieux

Romain Grandjean , 9 mai 2018

[NYOUZ2DÉS: c'est, encore une fois, lorsque les auteurs parlent "solutions" que ça grince.]



Les risques associés au changement climatique – qu'il s'agisse du changement de l'environnement lui-même (risque physique) ou de l'adaptation de la société pour limiter ces changements (risques de transition) – auront un impact très important sur la stabilité financière et, dès lors, sur le fonctionnement de l'économie. Leur bonne prise en compte par le système financier est un véritable enjeu. Si la situation progresse depuis la COP21, il reste beaucoup de chemin à parcourir.

Changement climatique et risque « climat »

Le changement climatique entraînera des modifications profondes et durables de notre environnement, qui auront des répercussions globales sur le système économique dans des proportions sans précédent. Ce phénomène est la conséquence de l'accroissement de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, fruit de notre consommation massive d'hydrocarbures (85% de l'énergie consommée dans le monde).

Faire face aux changements climatiques, c'est donc d'abord s'occuper de transition énergétique (changer d'énergie et mieux l'utiliser). Or cela n'est pas simple parce que l'énergie – essentiellement fossile donc – est utilisée dans tous les secteurs d'activité (transport, industrie, bâtiment, infrastructures, etc...). Réaliser la transition énergétique implique donc des changements profonds dans l'organisation de notre système économique et, dès lors, des investissements colossaux.

Pour ces raisons, les risques associés au changement climatique revêtent un caractère urgent, global, systémique et irréversible. Ces risques peuvent se classer en deux catégories :

- les « risques physiques » associés aux perturbations d'ordre physique induites par le changement climatique (accroissement de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques, altération locale des ressources hydriques, transformation de l'environnement sanitaire, montée du niveau des mers). Ces risques sont liés à une problématique d'adaptation.
- les « risques de transition » engendrés par les processus d'ajustement visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (réglementation contraignante, mutation des modes de production et de consommation d'énergie) qui affecteront le modèle d'affaire des entreprises. Ces risques sont liés à une problématique d'atténuation.



Climat et finance : aucun lien ?

Par construction, le secteur financier (investisseurs institutionnels, banques, compagnies d'assurances, etc...) est particulièrement exposé aux risques évoqués ci-dessus dans la mesure où sa fonction principale est d'alimenter l'économie réelle (industrie et services) en capitaux, moyennant un retour sur investissement. Si ces risques se matérialisent, le modèle d'affaire et les revenus de nombreuses entreprises seront dégradés, et en particulier dans les secteurs « intensifs en carbone » de la production d'énergie, des transports, du BTP et de l'industrie lourde (acier, ciment, chimie lourde). Par capillarité, les investisseurs verront la valeur de leurs placements se détériorer.

Mark Carney, directeur de la Banque d'Angleterre, évoque cet aspect dans un [discours désormais célèbre](#), présenté devant le prestigieux Lloyd's de Londres (marché de l'assurance britannique), le 29 septembre 2015. Il évoque spécifiquement la menace sans précédent que le changement climatique fait peser sur la stabilité du système financier, déjà lourdement mis à mal en 2008.

Par ailleurs, compte tenu de l'ampleur des moyens financiers à mobiliser pour réaliser la transition énergétique, les Etats ne pourront pas être les seuls pourvoyeurs de fonds. Le système financier sera la cheville ouvrière incontournable de ce financement.

Il est donc essentiel de parvenir à le mobiliser afin d'orienter le plus efficacement possible les investissements sur des projets en phase avec les impératifs climatiques.

Orienter les flux financiers par la notation « climat »



Pour financer son activité, une entreprise dispose de plusieurs leviers. Le plus répandu est l'émission de dette. Pour simplifier, cela consiste soit à contracter un crédit auprès d'un établissement bancaire (on parle de financement intermédié), soit à émettre un titre obligataire (ou obligation) sur le marché (on parle de financement désintermédié). Dans le cas du financement désintermédié, les investisseurs disposant d'un capital peuvent acheter les obligations émises par une entreprise, pour une certaine durée (5 ans en moyenne), sur un marché dit « obligataire » et en tirer un profit (les intérêts payés par l'entreprise émettrice). Ce type d'actifs est celui pour lequel le volume d'échange est le plus important sur les marchés financiers.

Pour qu'une entreprise s'endette auprès d'une banque ou du marché (obligataire), une analyse de crédit est réalisée afin de vérifier sa capacité à rembourser sa dette à échéance. Cette analyse consiste à évaluer l'ensemble des risques qui pourraient entraver le remboursement de la dette et plus largement la santé financière de l'entreprise.

Dans le premier cas, la banque conduit son analyse en interne. Dans l'autre, le marché fait confiance à des agences de notation, spécialistes de l'analyse des risques financiers. Deux d'entre elles, [S&P Global Rating](#) et [Moody's](#), représentent près de 80% du marché dans le monde. L'avis formulé par ces deux agences joue ainsi un grand rôle dans l'allocation des investissements et, au-delà, leur influence méthodologique en matière d'analyse de risque est très importante.

Jusqu'à dans les années 2000, les normes d'analyse des entreprises étaient largement fondées sur des indicateurs exclusivement financiers. Depuis, de nouvelles normes, non-financières, ont émergé. On parle alors de notation « extra-financière », fondée sur des critères non-financiers « environnementaux, sociaux et de gouvernance » (ESG), qui inclut le critère « climat ». Ces analyses sont pour le moment essentiellement conduites par des agences de notation extra-financière.

On comprend ainsi que la notation d'une obligation qui intégrerait l'analyse des risques « climat » pourrait avoir un impact significatif sur l'allocation des investissements.

Que font les acteurs de l'analyse de risque aujourd'hui ?

The Shift Project a [publié une étude](#) en février 2018, qui visait à faire l'état des lieux de l'action menée par les agences de notation financière et extra-financière face aux risques « climat » auxquels les entreprises sont exposées.

Le premier constat auquel les auteurs parviennent est que, à ce jour, la prise en compte du critère climat demeure encore limitée.

En ce qui concerne les agences de notation financière, les risques « climat » ne sont que lentement et très partiellement intégrés dans leurs analyses de crédit. Celles-ci continuent de considérer que les horizons de validité du risque crédit et celui du risque climat sont très différents. C'est ce que Mark Carney appelle la « tragédie des horizons ». En d'autres termes, les risques « climat », qui sont des risques de long terme, ne sont pas considérés comme pertinents et significatifs pour affecter la capacité d'un emprunteur à rembourser une dette, émise pour une durée de 5 ans en moyenne.

Les agences de notation extra-financière ne font pas beaucoup mieux. Si elles prennent bien le critère « climat » en compte, celui-ci est analysé parmi d'autres critères ESG selon une approche pondérée des facteurs de risque. Plus concrètement, il est possible pour une entreprise de compenser de mauvais résultats sur le critère « climat » par de bons résultats sur les critères sociaux par exemple. Le risque « climat » se retrouve dilué alors même que celui-ci est « fatal » (si on ne parvient pas à le dépasser, ce sera le chaos).

Le deuxième constat, c'est que l'analyse des risques et des opportunités « climat » auxquels les entreprises sont exposées requiert le développement d'une expertise, la mobilisation de ressources humaines et d'investissements qui paraissent aujourd'hui très insuffisants.

Le secteur de la notation « climat » est marqué, tout comme l'ensemble du secteur ESG, par un manque de moyens qui a pour conséquences (i) de retarder la prise en compte des risques systémiques liés au changement climatique ; (ii) de brider la R&D dans ce domaine ; (iii) de favoriser le simplisme ou l'automatisation de l'analyse ; (iv) de générer de potentiels problèmes de gouvernance qui nuisent à la confiance entre acteurs.

Le troisième et dernier constat, c'est le risque de la simplicité. Il existe une tentation de mettre en œuvre des méthodologies d'analyse trop simples dans la sphère financière. Ces analyses se révèlent réductrices et statiques. Il est souhaitable que le recours à de telles approches, fragiles méthodologiquement, ne soit qu'une étape dans l'intégration effective des risques « climat » par les marchés.

Force est de constater que, malgré de véritable progrès, les risques « climat » ne sont pas considérés à leur juste valeur par les acteurs de l'analyse de risque.

Alors que l'enjeu du climat est appelé à devenir sans cesse plus central, il existe cependant en France et en Europe, un « momentum » sur le sujet du « climat ». Il semble qu'une véritable dynamique se mette en place afin de favoriser la prise en compte d'enjeux de long terme, et en premier le climat, dans la finance, cela afin de préserver le système économique mondial d'une crise grave et d'orienter les financements vers des investissements « bas carbone ».

JUSQU'ICI CA VA, JUSQU'ICI CA VA, JUSQU'ICI CA VA...

9 Mai 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Je rappellerais donc la blague du type qui tombe du dernier étage de l'empire state building, et ce que les témoins entendaient à chaque étage...

Certains nous disent que le taux de chômage est au plus bas aux USA. Il leur faut tenter, au plus vite l'achat d'un cerveau. Le taux de chômage US est très haut, à 25 % selon shadow stats. Et la réserve fédérale de Saint Louis, note toujours 96 millions de personnes en âge de travailler "not in labour force". La seule vérité, c'est que la situation ne se dégradait plus que doucement.

Faire un schéma mettant en parallèle un taux de chômage officiel totalement faux, et les taux d'intérêts qui remontent, n'a aucun sens. La seule remontée des taux, est capable d'engendrer la récession, dans une économie de l'endettement.

En France, l'activité industrielle vient de prendre un coup de tabac.

En Argentine, c'est la panique à bord, bien que les affreux communistes ne soient plus au pouvoir.

Il paraît que le siècle ne sera pas chinois. C'est vrai. Mais l'article le dit pour des mauvaises raisons.

Rien à voir avec les mauvaises évolutions politiques. le charbon chinois s'épuise. C'est amplement suffisant comme raison.

SECTION ÉCONOMIE



Lire la suite

USA: un taux de chômage au plus bas avec près de 96 millions d'américains en dehors du marché du travail. CQFD !!

Publié le 9 mai 2018 à 22:40:22 / 7 commentaires / 904 vues

Les instances officielles nous répètent inlassablement que c'est le plein emploi aux Etats-Unis avec un taux de chômage à 3,9%. Le problème, c'est que près...



Inquiétant ! Observez le rythme auquel le coût de la dette fédérale américaine progresse...

Publié le 9 mai 2018 à 15:11:17 / 4 commentaires / 956 vues

Je vous laisse imaginer ce qu'il se passera le jour où les taux d'intérêt sur la dette fédérale américaine augmenteraient soudainement et significativement. Nous... Lire la suite



France: Pire 1er trimestre pour l'activité industrielle depuis 2012 !

Publié le 9 mai 2018 à 16:35:36 / 21 commentaires / 1 130 vues

L'activité industrielle en France a souffert sur ce premier trimestre qui a été le pire depuis 2012 (Voir graphique ci-dessous). Sur l'ensemble du premier... Lire la suite



Rien n'y fait, le peso argentin continue de chuter ! Dans la panade, l'Argentine appelle le FMI au secours !!!

Publié le 9 mai 2018 à 18:09:14 / 1 commentaire / 1 037 vues

Le Peso n'arrête pas de chuter. Il avait rebondi légèrement vendredi dernier après que la banque centrale d'Argentine ait relevé son taux directeur de 33,25%... Lire la suite



Rachats d'actions: encore une année record pour les marchés !

Publié le 10 mai 2018 à 09:00:42 / 1 commentaire / 307 vues

Selon une étude de JP morgan, les entreprises du S&P 500 pourraient racheter pour près de 800 milliards de dollars de leurs propres actions, un record ! Comment... Lire la suite



Le prix du beurre est de nouveau en hausse. Les cours flambent depuis le début de l'année !

Publié le 10 mai 2018 à 13:00:51 / 3 commentaires / 281 vues

Le prix du beurre est de nouveau en hausse. Les cours flambent depuis le début de l'année en France, avec des conséquences sur des produits de grande consommation... Lire la suite

Bilan provisoire de la guerre commerciale contre la Chine: les USA ne s'y attendaient pas

Par [Or-Argent](#) - Mai 10, 2018



Le bras de fer commercial sino-américain n'a pas pour l'instant conduit à une réduction des échanges entre les deux pays et, ce qui est le plus important, du déficit commercial américain. Au contraire, ils ne cessent d'augmenter.

Entre janvier et avril 2018 les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis ont augmenté de 13,2 %, en atteignant 191,5 milliards de dollars, fait savoir l'administration générale des Douanes chinoises.

De plus, l'excédent chinois était de 22,1 milliards de dollars en avril, ce qui constitue une hausse de 43,8 % par rapport au niveau de mars. Les négociations de Pékin, du 2 au 4 mai, n'ont pas permis à la Chine et aux États-Unis d'enrayer la guerre commerciale. Washington a demandé à Pékin de réduire le déficit commercial entre les deux pays d'au moins 200 milliards de dollars d'ici à 2020, le chiffre ayant atteint 375 milliards de dollars l'année dernière.

Les relations entre les deux pays se sont aggravées cette année après que les États-Unis ont introduit des mesures protectionnistes dues notamment à un déficit commercial élevé. La Chine a réagi en adoptant elle aussi des mesures sur les importations en provenance d'Amérique, ce qui a suscité le mécontentement de cette dernière.

Arroseur arrosé: la Chambre de commerce US en Russie évalue l'impact réel des sanctions

Début avril, Washington a introduit de nouvelles mesures restrictives contre plusieurs grands patrons d'entreprises russes et leurs sociétés, dont entre autres Oleg Deripaska et le géant de l'aluminium Rusal. Selon la Chambre de commerce américaine en Russie, avec cette politique de sanctions c'est l'économie US qui est perdante.

Les nouvelles sanctions américaines contre la Russie infligent plus de dommages à l'économie américaine qu'à l'homme d'affaires Oleg Deripaska, PDG du géant de l'aluminium Rusal qui a été sanctionné par Washington, a estimé Alexis Rodzianko, le président de la Chambre de

commerce américaine en Russie (AmCham).

Il a expliqué sa position via la production de la voiture américaine la plus populaire, la Ford F-150, qui nécessite beaucoup d'aluminium.

«Si Rusal ne livre pas ce métal aux États-Unis [...], il sera impossible de produire autant de voitures que nécessaire sur le marché, et ce sera une grande perte», a déclaré à Sputnik Alexis Rodzianko.

Selon le président de l'AmCham, la construction aéronautique souffre aussi des nouvelles sanctions car personne ne sait encore par quoi remplacer les volumes fournis auparavant par la société russe.

«Si on évalue le tout, les dégâts causés à sa propre économie sont beaucoup plus importants que ceux causés à [Oleg Deripaska](#)», a conclu l'interlocuteur de l'agence.

Début avril, Washington a introduit de nouvelles mesures restrictives contre la Russie. Ainsi, plusieurs grands patrons d'entreprises et leurs sociétés ont été portés sur une «liste noire», dont entre autres Oleg Deripaska et son holding En+ Group, mais aussi GAZ, Basic Element et Rusal.

Cette décision a entraîné une chute des cotations des titres de nombreuses sociétés et banques russes, y compris de celles qui n'avaient pas été touchées par le dernier durcissement des sanctions.

Sources : [ici](#) et [ici](#) (SputnikNews)

1971 : Et si on avait décrété que les voitures devraient rouler à l'eau ?



Hugo Salinas Price
[Plata.mx](#)

Extrait des Archives : publié le 18 mars 2011

Imaginons qu'en août 1971 les gouvernements du monde entier aient décrété qu'à partir de cette date tous les véhicules du monde devraient rouler à l'eau plutôt qu'à l'essence. En 48 heures, la plupart des véhicules mondiaux auraient stoppé leur activité.

La cause – un décret absurde- aurait produit des effets désastreux immédiatement.

Dans les affaires humaines, qui sont bien plus complexes, les mauvaises décisions ne produisent pas tout de suite leurs effets néfastes, ceux-ci apparaissent au cours du temps.

Le monde fait actuellement face à une crise économique sans précédent parce qu'une décision malheureuse à été prise il y a 38 ans.

38 ans dans un monde qui subit les changements à un rythme si rapide que le nôtre, cela représente une grande distance. Ceux qui peuvent se souvenir de cette malencontreuse décision du 15 août 1971 et qui peuvent se rappeler le fonctionnement du monde après cette date ont au moins 63 ans. Et ils sont soit à la retraite, soit en train d'y partir.

Pour les actifs d'aujourd'hui, 1971 est une date qui ne se situe pas dans leur proche horizon. Pour ces individus, ce qu'ils ont vu au cours de leur vie leur semble parfaitement normal. Ils pensent que la vie a toujours été ainsi qu'ils l'ont connue. Et pourquoi cela ne se poursuivrait-il

pas ?

C'est peut-être la raison pour laquelle tout ce que nous lisons dans les magazines et les journaux et tout ce que nous voyons à la télé ne mentionne jamais cette décision malheureuse prise le 15 août 1971. Ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés ne peuvent pas établir un lien intellectuel entre une cause, qui a le lieu avant leur naissance ou durant leur enfance et un effet, le désastre économique actuel.

Que s'est-il passé lors de ce jour funeste?

Ce qui s'est passé, c'est l'équivalent de la décision dont nous parlions au début de cet article : le décret selon lequel les voitures doivent rouler à l'eau : pour la première fois de l'histoire, le monde entier a commencé à utiliser une monnaie fictive, du papier qui simulait la véritable monnaie. Cela a eu lieu quand, à cette date, le Président des Etats-Unis Nixon, a décrété que le dollar, la monnaie centrale du monde et sur laquelle les autres monnaies reposent, a cessé d'être convertible en or au taux de 35\$ l'once d'or fin pour toutes les banques centrales mondiales. L'effet de cette décision s'est fait sentir 38 ans plus tard dans toute son ampleur.

La nature ne se préoccupe pas de savoir si les humains pensent ou non. La nature ne se préoccupe pas de savoir si les humains reconnaissent les causes et les effets ou bien s'ils les ignorent. La nature ne s'avise pas de savoir si les humains sont sages ou inconscients : la nature récolte sans merci son dû. Si l'on ne sème pas, on s'expose à la famine. Les discussions académiques n'influencent pas le fonctionnement inexorable des Lois de la Nature.

Les voitures ne roulent pas à l'eau, elles roulent à l'essence. Les économies – les civilisations elles-mêmes - ne peuvent pas fonctionner avec de la soi-disant monnaie, c'est-à-dire de la monnaie fausse, fictive et imaginaire (dans le cas de la monnaie des banques).

Tacite, l'historien romain a écrit: "l'homme qui est ignorant de ce qui a eu lieu avant sa naissance restera toujours un petit garçon".

De petits garçons et rien de plus, voilà ce que sont nos grands pontes de l'économie, les grands directeurs des économies nationales, les grands présidents et premiers ministres des grandes puissances qui ne peuvent ou bien ne veulent pas reconnaître que tout ce qui a été bâti depuis 1971 repose sur des fondations dans les sables mouvants.

Tant que l'usage de la véritable monnaie, l'or ou bien l'or et l'argent conjointement- n'est pas rétabli dans le monde, la civilisation que nous connaissons est menacée de disparition.

Lors d'un rassemblement des chefs d'Etats du groupe des huit (G-8), la président de la Russie, Dmitry Medvedev a présenté une pièce qui devrait devenir la nouvelle monnaie internationale.

Voir la photo ci-dessous. Notez qu'il a en main **une pièce d'or**.



Ainsi, nous espérons que, finalement, un véritable homme d'Etat prendra la décision historique de réintroduire la monnaie or. L'ajustement du monde actuel à cette mesure sera extrêmement dur mais le retour à une monnaie saine et véritable est indispensable pour que notre monde perde.

L'alternative dans le cas contraire est terrible à imaginer.

Hugo Salinas Price

www.plata.com.mx/plata/

Les Russes ont bien compris que le dollar était la projection du « soft power », les européens non!

Bruno Bertez 10 mai 2018

Le 8 Mai Poutine a plaidé (voir ci dessous) pour une souveraineté nationale renforcée et une libération de l'emprise du dollar. Le monopole du dollar dans les échanges mondiaux est devenu « unreliable », -on ne peut compter dessus-, il est dangereux pour nous et beaucoup d'autres. Les USA ont cessé de considérer le dollar comme une monnaie neutre, instrument des échanges, pour en faire une arme et un moyen de controle global.

Chaque pays qui veut acheter du pétrole doit d'abord acheter des dollars ce qui constitue un des aspects de l'hégémonie américaine. Mais le plus important n'est pas la demande de dollars, mais les servitudes qui sont attachées à son utilisation. Chaque entité qui traite avec du dollar se soumet aux juridictions américaines et à leurs sanctions. Le dollar est devenu une projection d'hégémonie par le système légal qui est attaché.

Nous avons entrepris la diversification de nos réserves et nous continuerons d'augmenter notre stock d'or et de devises étrangères a déclaré Poutine.

Poutine a maintenant parfaitement compris que l'hegemonie du dollar fait partie des armes

utilisées par les Etats-Unis et que tout pays qui se laisse enfermer dans cette hégémonie perd son indépendance.

Les Européens font semblant de ne pas le comprendre, ils continuent de baigner dans la dépendance, alors qu'ils ont créé une monnaie de réserve concurrente du dollar, ils continuent de se comporter en vassal et acceptent la loi non seulement du dollar mais surtout de la juridiction mondiale que les Etats Unis ont imposé à toute entité qui utilise le dollar. Exemple les multiples amendes imposées aux banques françaises et firmes françaises qui, tout en utilisant le dollar ont osé braver les embargos américains.

Le dollar est le véhicule des sanctions lesquelles sont la projection du « soft power » par excellence.

Mais le pouvoir du dollar d'imposer sa loi s'use si on s'en sert car de plus en plus de pays diversifient et surtout s'équipent pour s'en passer ainsi que de son monopole dans les systèmes de paiement internationaux.. ainsi la Chine prépare doucement mais sûrement sa libération de la domination du dollar par la mise en place du Petroyuan; la Russie organise un système de paiement et de transfert qui échappe aux juridictions américaines. Les pays qui ont encore un quelconque souci d'autonomie multiplient les accords de paiements bilatéraux.

Le processus va s'accélérer et se compléter car la marche vers la guerre que nous anticipons va rendre les besoins d'autonomie et de souveraineté de plus en plus pressants.

La bêtise de Trump, lequel a violé ses alliés Européens dans la dénonciation de l'accord P5+1 PBCOA avec l'Iran va contribuer à augmenter le besoin de se passer du dollar car les européens vont étudier les moyens d'échapper aux sanctions américaines et cela passera par une dé-dollarisation. A ce stade, la complexité du système ne nous permet pas de dire si cela va être déflationniste ou inflationniste, nous penchons pour la raréfaction du dollar international donc la déflation, mais sans garantie.

Le gouvernement français prend la situation très au sérieux et ne lâchera rien... C'est ce que laisse apparaître le président de la République ces derniers jours, mais également le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. **Ce dernier a eu un entretien téléphonique avec son homologue iranien, lors duquel il lui a affirmé que l'accord de Vienne était toujours d'actualité.**

« La France attend de l'Iran qu'il continue de respecter l'ensemble de ses obligations à ce titre », peut-on lire dans un communiqué du Quai d'Orsay. Jean-Yves Le Drian a rappelé au ministre des Affaires étrangères iranien « la volonté du chef de l'Etat de travailler collectivement à un cadre plus large incluant les activités nucléaires et le programme balistique de l'Iran ainsi que la solution des crises au Moyen-Orient ».

L'accord « n'est pas encore mort »

Pour sauver cet accord, qui « n'est pas encore mort », le ministre français va prochainement rencontrer ses homologues européens, notamment allemands et britanniques. Ils iront voir ensuite ensemble le ministre iranien la semaine prochaine afin que l'ensemble des termes de l'accord de 2015 continuent d'être respectés, malgré le départ des Etats-Unis.

Macron humilié par Trump lors de son voyage « supplique »

Emmanuel Macron, en voyage outre-atlantique la semaine dernière, avait pourtant fait le forcing pour tenter de faire infléchir la position de Donald Trump... Le président américain avait déclaré que cet accord sur le nucléaire iranien était « le pire jamais signé par son pays ». Ce qu'il avait déjà annoncé haut et fort pendant la campagne présidentielle américaine en tant que candidat en 2015...



Une mission pour Emmanuel Macron, qui s'est soldée par un échec, et par le retour sanctions américaines envers l'Iran, mais pouvant cibler aussi [les entreprises européennes travaillant avec Téhéran](#)... !

L'échelle des protéines

[Richard Mills](#) Ahead of the Herd publié le 07 mai 2016



En 1800, trois pourcent de la population mondiale vivait en zone urbaine. En 1900, environ 14% de la population mondiale étaient des citadins, et douze villes comptaient un million d'habitants ou plus.

En 1950, 30 pourcent - 746 millions de personnes - vivaient dans des centres urbains, et le nombre de villes de plus d'un million d'habitants était passé à 83.

En 1975, trois villes enregistraient des populations de dix millions d'habitants ou plus. En 1990, on comptait dix « méga-villes » de 10 millions d'habitants ou plus, dans lesquelles vivaient 153 millions de personnes, soit un peu moins de 7 pourcent de la population urbaine mondiale de l'époque. On comptait 16 mégapoles (villes de plus de dix millions d'habitants) en 2000.

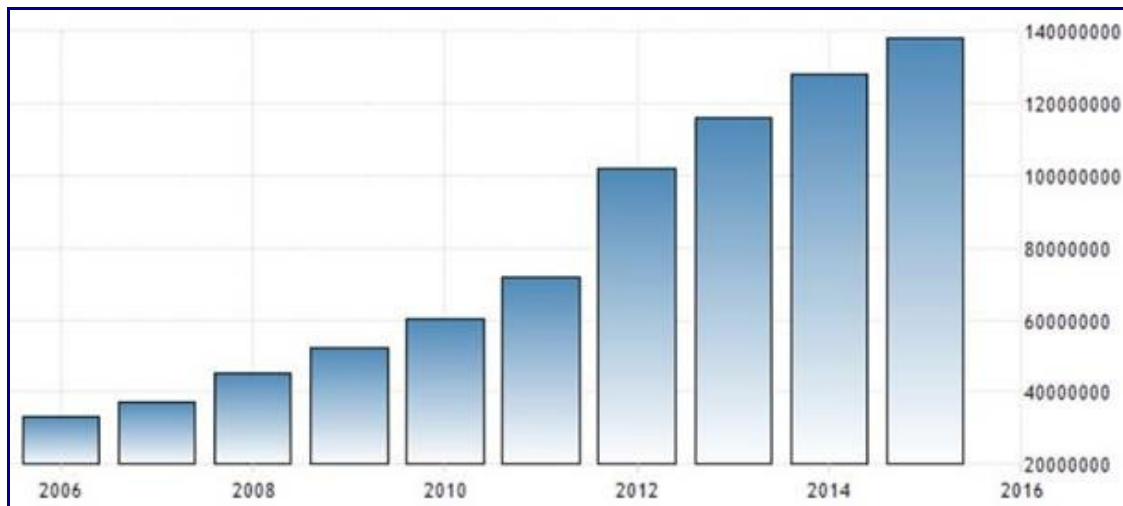
En 2014, il y en avait 28 autour du monde, dans lesquelles vivaient 453 millions de personnes, ou 12 pourcent de la population urbaine globale. Parmi les 28 mégapoles de 2014, 16 se situent en Asie, 4 en Amérique latine, 3 en Afrique et 3 en Europe, et deux en Amérique du Nord.

En 2014, 54% de la population globale, soit 3,7 milliards de personnes, vivaient en ville. Ce chiffre devrait passer à 5 milliards en 2020, et doubler d'ici à 2050.

Le rapport sur la division de la population du Département pour la politique sociale et le développement des Nations-Unies estime qu'entre 2014 et 2050, le plus gros de la croissance urbaine globale, soit 37 pourcent, se produira en Inde, en Chine et au Nigéria. En 2050, l'Inde devrait voir sa population urbaine gonfler de 404 millions, la Chine de 292 millions et le Nigéria de 212 millions.

Les dépenses des populations rurales de la Chine se sont élevées à 2,78 trillions de yuans en 2012, soit 447 milliards de dollars - moins d'un cinquième de ce que représentaient les dépenses des populations urbaines. Bien qu'ils aient dépensé cinq fois plus que leurs homologues des campagnes, les habitants des villes ne représentaient que 52% de la population chinoise en 2012.

Le revenu annuel moyen par habitant en Chine rurale a atteint 10.489 yuans en 2014 (1.693 dollars). En zone urbaine, le revenu annuel moyen par habitant était de 29.381 yuans.



Revenu personnel disponible total en Inde, tradingeconomics.com

Distribution: Large Urban Area Population BY CONTINENT: 500,000 & OVER

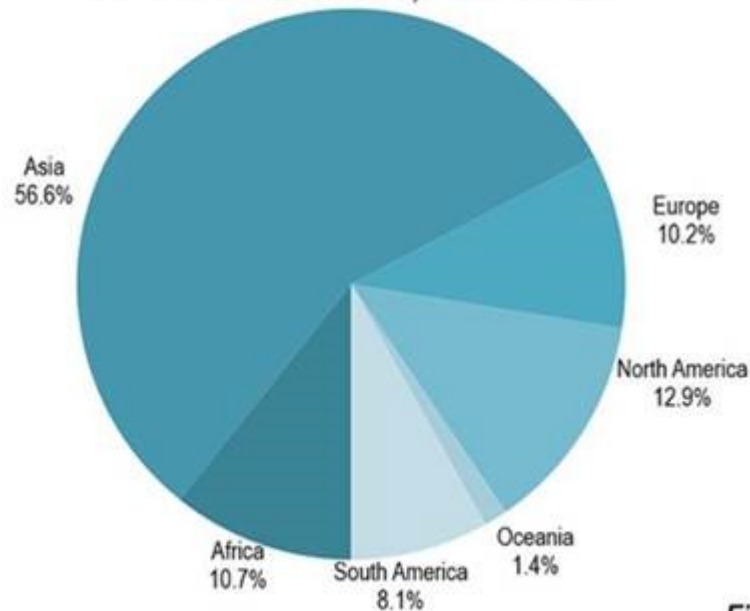
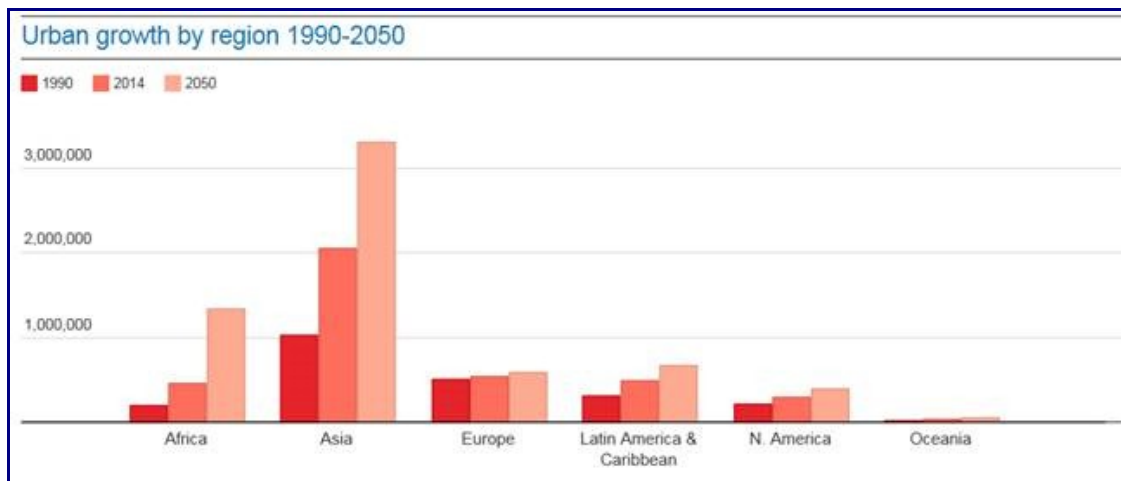


Figure 4

Newgeography.com



Division de la population, Nations-Unies

D'ici à 2030, une grande majorité de l'urbanisation aura lieu dans le monde en développement.

C'est un développement important, parce que la consommation globale a non seulement été soutenue par l'urbanisation, elle ne cesse plus de gonfler à mesure que des centaines de millions de consommateurs des pays émergents peuvent se permettre d'acheter plus que des biens de première nécessité.

« **La croissance de la classe moyenne chinoise devrait porter la part de la consommation dans le PIB à 50% d'ici à 2030, contre 36% en 2014,** » comme l'ont expliqué Li-Gang Liu et Louis Lam, économistes pour ANZ en Chine.

« Si la forte croissance de l'Inde se poursuivait, la classe moyenne du pays pourrait se trouver multipliée par dix pour passer de 50 à 583 millions de personnes. Les revenus devraient tripler

ces vingt prochaines années, et le pays deviendra le cinquième plus gros marché de consommation du monde avant 2025. » McKinsey Global Institute

Une hausse des revenus signifie plus d'argent disponible dans le budget des ménages.

La première chose que fait quelqu'un qui vit en ville et vient d'accéder à la classe moyenne est transformer son alimentation.

Cette transformation parmi les populations urbaines nouvellement prospères des pays en développement est le plus important facteur de la demande alimentaire globale. Les consommateurs de la nouvelle classe moyenne délaissent les calories issues des plantes en faveur de protéines animalières et de produits laitiers. C'est ce qu'on appelle l'échelle des protéines. Le niveau zéro, ou le régime alimentaire de base, consiste presque entièrement de plantes.

L'échelle des protéines

5. Bœuf nourri au grain

4. Bœuf de pâturages

3. Lait et autres produits laitiers

2. Porc

1. Poulet et œufs

Niveau zéro : riz, haricots et pain

En 1980, le monde a mangé 133 millions de tonnes de viande et bu 342 millions de tonnes de lait.

En 2002, la consommation a augmenté, et le monde a mangé 239 millions de tonnes de viande et bu 487 millions de tonnes de lait.

« Au cours de ces cinquante dernières années, la production globale de viande a presque quadruplé pour passer de 78 millions de tonnes en 1963 à 308 millions de tonnes par an aujourd'hui. L'IAASTD s'attend à voir la tendance se poursuivre, notamment en raison de la croissance de la classe moyenne en Chine et dans d'autres pays émergents, qui s'adapte au régime alimentaire dit occidental des habitants d'Amérique du Nord et de l'Europe, avec ses burgers et ses steaks. » Globalagriculture.org

L'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que d'ici à 2030, la demande globale annuelle s'élèvera à 373 millions de tonnes de viande et 736 millions de tonnes de lait.

L'organisation estime que d'ici à 2050, la production globale de viande atteindra 455 millions de tonnes.

Ce qu'il coûte de franchir les échelons de l'échelle des protéines

Plus il y aura de gens sur Terre, et plus des Asiatiques et autres populations se tourneront vers un régime alimentaire occidental, plus nous aurons besoin de céréales et de grains. Il faut environ 8 kilos de céréales pour produire un demi-kilo de bœuf - il faut moins pour produire du porc, du poulet, du lait ou des œufs, avec 2 à 6 kilos. A mesure que croît la consommation de

viande, il faut de plus en plus de céréales pour nourrir le bétail.

Et beaucoup des céréales nécessaires à la production de protéines animales que sont le bœuf, le porc et le poulet, sont aussi les céréales dont les populations les plus pauvres qui ne peuvent pas se permettre de grimper sur l'échelle des protéines se nourrissent.

L'élevage de bétail est déjà le plus gros utilisateur de [ressources terrestres](#), les pâturages et champs dédiés à la production de nourriture représentant environ 80% des terres agricoles.

Si la population du monde se mettait à manger autant de viande que le monde occidental - 80 kilos de viande par tête et par an - la surface agricole nécessaire serait deux-tiers plus importante que ce qu'elle est aujourd'hui.

En 2013, le bétail représentait 1.494 millions d'animaux, soit 54% de plus qu'en 1963. Le nombre de poulets élevés pour la consommation humaine est passé de 4,1 à 21,7 milliards entre 1963 et 2013. Sur la même période, la population de cochons a gonflé de 114% pour atteindre 977 millions.

L'agriculture de bétail réduit la disponibilité de terres destinées à la consommation humaine directe de deux manières :

- La surface nécessaire à la production d'une certaine quantité de calories animales est beaucoup plus importante que celle nécessaire à produire la même quantité de calories issues de plantes.
- L'agriculture de bétail nécessite également des terres supplémentaires utilisées pour produire les céréales qui le nourrissent.

Le bétail élevé aujourd'hui consomme un tiers de la production globale de céréales. Dans le monde industrialisé, deux tiers des [terres agricoles](#) produisent des céréales destinées à nourrir le bétail. Aux Etats-Unis, les animaux d'élevage, et notamment le bétail, consomment deux fois plus de céréales que la population américaine toute entière. Plus de 100 millions d'acres de terres agricoles sont utilisées pour produire les céréales qui nourrissent le bétail. Des céréales sont aussi importées.

La transition depuis une alimentation basée majoritairement sur les féculents vers la viande et les produits laitiers, qui nécessitent plus d'eau, a représenté l'impact le plus important sur la [consommation d'eau](#) ces trente dernières années. L'eau utilisée dans l'irrigation et la production alimentaire représente l'une des plus grosses contraintes pour les réserves d'eau douce.

Produire un kilo de riz demande environ 3.500 litres d'eau, contre 15.000 litres pour un kilo de bœuf. Produire ce kilo de bœuf nécessite autant d'eau que ce qu'utilise un ménage moyen sur dix mois (50 litres par personne et par jour).

L'agriculture représente environ [70% de l'utilisation globale d'eau douce](#), et jusqu'à 90% dans les économies qui se développent le plus rapidement.

Les estimations indiquent qu'il n'y aura pas suffisamment d'eau disponible en 2050 pour nourrir la projection de population si nous continuons de suivre les mêmes tendances et n'adoptons pas de régimes alimentaires plus orientaux (3.000 calories produites par tête, dont 20% proviennent de protéines animales).

En 2050, nourrir la planète pourrait nécessiter deux fois plus d'eau qu'aujourd'hui.

Conclusion

Si tous les habitants de notre planète étaient végétariens, nous pourrions nourrir 40 milliards de personnes.

Si tout le monde mangeait comme un Américain moyen, nous pourrions nourrir 2,5 milliards de personnes.

Comme l'a dit Norman Borlaug, le « père de la révolution verte » : « Le monde a désormais une technologie suffisante - disponible ou actuellement en phase terminale de recherche - pour nourrir de manière durable une population de dix milliards de personnes. »

Les Nations-Unies estiment que la population médiane sera de 9,7 milliards d'habitants en 2050.

En matière d'agriculture, nous sommes bien loin de faire les choses correctement. Une fois les [changements climatiques](#) pris en compte, une transformation des habitudes alimentaires apparaît comme nécessaire.

LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC

du 7 au 11 mai 2018

ORANGE BANQUE SE PREND POUR LA GESTAPO (preuves par les images)

du 7 au 11 mai 2018 : Les deux images ci-dessous vous montrent bien que vos libertés ont disparu puisque la toute nouvelle Orange Bank veut tout de suite savoir pour quelle raison vous retirez votre argent.

Si, si...

Oubliez cette banque qui n'existe même pas dans le réel !!!

20 avr. [Afficher les détails](#)

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, nous avons l'obligation de vous demander un *(des)* justificatif*(s)** économique*(s)* écrit*(s)* :

- Au mois de mars 2018, retraits de 2 080 euros en espèces.

Pour nous l' *(les)* envoyer, rien de plus simple :

- scannez ou prenez en photo le*(s)* document*(s)*,
- rendez-vous dans la rubrique « mes demandes » depuis votre espace client pour le*(s)* télécharger.

Des questions ? Consultez votre conseiller virtuel disponible 24/7 par chat depuis votre appli ou sur www.orangebank.fr. Si besoin, un expert Orange Bank vous recontacte.

A bientôt,

L'équipe des Opérations Bancaires d'Orange Bank

Aujourd'hui, 12:06



Bonjour Jonathan,

Nous donnons suite à votre demande.

Nous comprenons votre inquiétude mais nous avons besoin de ces justificatifs afin de mettre à jour les flux bancaires.

Ces informations ne seront en aucun cas diffusées, rassurez-vous.

Dans l'attente de ces justificatifs, n'hésitez pas à nous contacter sur le chat si vous avez la moindre question.

A bientôt,

L'équipe Orange Bank

GOLDMAN SACHS SE MET AUX CRYPTOMONNAIES

du 7 au 11 mai 2018 : Le mot d'ordre des médias vendus aux banques a été de tuer le Bitcoin et les cryptomonnaies puisqu'elles concurrencent de manière sauvage les banques elles-mêmes. Cependant, si Goldman Sachs condamne officiellement les cryptos, officiellement également la banque a décidé d'acheter une plate-forme pour en vendre...

Cherchez la logique !!!

*"Circle Internet Financial, a closely held mobile-payments firm backed by Goldman Sachs, said it acquired Poloniex Inc., one of the larger digital-token exchanges. Terms of the agreement weren't disclosed. Fortune magazine reported earlier that the deal was for about \$400 million, citing an unnamed person familiar with the transaction. **Poloniex, ranked as the 14th largest crypto exchange by data tracker CoinMarketCap.com, says on its website that the U.S.-based company was formed in January 2014.***

Circle's mobile app lets people make instant money transfers. The company also has a trading operation, which handles about \$2 billion in crypto trading a month with large institutional buyers and sellers. Minimum order size for the tradition side of the business is \$250,000. Circle is also working on a mobile app that will let people easily invest in crypto assets", [lire ici Bloomberg](#) ou [ici Reuters](#).

Ca c'est la première étape.

La seconde vient de tomber, merci à notre lecteur Christophe: " Rana Yared, directrice générale de Goldman Sachs, a déclaré qu'après avoir été "inondée" par des demandes de ses clients, la banque allait leur permettre de spéculer sur le Bitcoin. "Lorsqu'un client nous confie : 'Je veux détenir du Bitcoin ou des contrats à terme, car je pense qu'il s'agit d'une réserve de valeur alternative', cela nous interpelle" ... Même si les détails de cette initiative restent vagues, Goldman Sachs ne devrait pas commencer par offrir à ses clients un moyen d'acheter et de vendre directement du Bitcoin. "Une variété" d'instruments financiers – avec pour commencer des contrats à terme - devraient, dans un premier temps, être proposés.", [lire ici Crypto Finance](#).

Comprenez par là: vendre et acheter quelque chose qui n'existe pas, puisqu'il s'agit de mises sur les montées ou descentes du cours du Bitcoin, une grande spécialité de la GS. Et surtout, in fine, baisser le cours des cryptos. Mais quel que soit le sens, il est évident que Goldman prend ses positions dans la cryptomonnaie en achetant des compagnies qui y ont acquis une position stratégique. Ci-dessous un polaroid des cryptosmonnaies après le massacre orchestré par la Fed pour tuer les cryptos comme l'or:

Cryptocurrency Market Capitalization, Top 20 Coins (Data via Coinmarketcap.com as of 3/27/2018)				
Currency	Dec 31 2017 Market Cap	March 27, 2018 Market Cap	\$ Change	% Change
Bitcoin	220,903,949,498	135,084,884,536	-85,819,064,962	-39%
Ripple	82,199,880,481	22,624,767,599	-59,575,112,882	-72%
Ethereum	69,767,510,695	44,465,363,576	-25,302,147,119	-36%
Bitcoin Cash	41,526,715,510	15,325,077,832	-26,201,637,678	-63%
Cardano	18,030,140,406	4,019,551,527	-14,010,588,879	-78%
Litecoin	12,000,947,760	7,821,283,687	-4,179,664,073	-35%
IOTA	9,564,670,064	3,257,998,626	-6,306,671,438	-66%
NEM	8,389,826,956	2,278,314,000	-6,111,512,956	-73%
Dash	7,850,364,658	2,942,000,250	-4,908,364,408	-63%
Stellar	5,756,694,225	3,987,672,299	-1,769,021,926	-31%
Monero	5,255,620,533	2,929,192,508	-2,326,428,025	-44%
EOS	4,951,228,781	4,264,139,525	-687,089,256	-14%
NEO	4,681,133,411	3,593,070,000	-1,088,063,411	-23%
Qtum	4,495,432,503	1,347,819,948	-3,147,612,555	-70%
Bitcoin Gold	4,314,672,274	903,934,258	-3,410,738,016	-79%
Ethereum Classic	2,680,102,016	1,591,668,675	-1,088,433,341	-41%
Verge	2,668,208,470	678,438,721	-1,989,769,749	-75%
BitConnect	2,406,112,750	12,256,325	-2,393,856,425	-99%
TRON	2,379,088,528	2,886,385,099	507,296,571	21%
Lisk	2,221,966,516	1,047,353,620	-1,174,612,896	-53%
Totals	512,044,266,035	261,061,172,611	-250,983,093,424	-49%

Pension Partners
THE ASAC INSTITUTE MANAGER

@CharlieBilello

PROPOSITION DE VENDRE LES HLM DE PARIS (UN GRAND PAS FRANCAIS VERS LA GRECE) !!

du 7 au 11 mai 2018 : Vous avez été nombreux à me signaler cette petite information qui m'a tout de suite rappelé celle que je vous avais donnée ici voici 3 ou 4 ans: les villes de Madrid et Barcelone avaient vendu toutes leurs HLMs à des fonds américains dont Goldman Sachs.

Sans parler des grecs qui vendent non seulement leurs immeubles mais également leurs îles et aéroports !!

Eh bien voici que certains élus de la ville de Paris ont décidé de faire la même chose, vendre les HLM afin de renflouer les caisses. *"les conseillers de la capitale progressistes, constructifs et indépendants (PPCI, ex-LR) et démocrates et progressistes (ex-PS) proposeront « un plan quinquennal » visant à vendre, chaque année, 1 % du parc social de la Ville ... Anne-Christine Lang, conseillère de Paris DP et députée (LREM) de la 10e circonscription de Paris, défend ainsi « une question de fluidité et de mobilité dans le parcours social » : « On a un problème avec la classe moyenne qui vit avec deux SMIC et les prix du marché à Paris. Même quand on a un peu plus de moyens, se pose toujours ce sujet d'accession à la propriété dans le parc privé ». L'équipe d'Anne Hidalgo entend bien leur adresser une fin de non-recevoir, qualifiant cette proposition d'« aberrante »"* [lire ici la Tribune](#).

Notre lecteur Spartacus commente: "HLM à vendre à Paris ? = comme en Espagne, sauf qu'un pauvre expulsé aujourd'hui sera le miséreux de demain et un révolutionnaire après demain, et ses enfants aussi. Cette première tentative n'aboutira pas, mais les jours d'Anne Hidalgo sont comptés. Avec la nouvelle équipe à venir, soyez certains que cela reviendra sur le tapis. Merci à tous les lecteurs, lire [ici l'Humanité](#) et [ici Libération](#).

ELOISE BENHAMMOU AVAIT RAISON

du 7 au 11 mai 2018 : *"D'un coté, on surmédiatise la petite fraude pour culpabiliser et justifier les suppressions prochaines d'aides sociales, de l'autre, nos dirigeants créent volontairement des déficits pour obtenir l'objectif ci-dessus et laisser la grande fraude sans punition"* souligne notre lecteur Spartacus.

"Unédic. Les évadés fiscaux font leur beurre sur l'argent des chômeurs. Des citoyens ont retracé le circuit très opaque de la dette de l'assurance-chômage française. Leur enquête montre que les détenteurs de cette créance, auxquels l'Unédic verse 400 millions d'euros d'intérêts par an, opèrent dans les paradis fiscaux" [lire ici l'Humanité](#) qui n'a pas eu les c**** pour parler du livre Kleptocratie Française d'Eloïse Benhammou..

Autant pour la presse communiste ! [Lire ici l'Humanité](#), journal de pouilleux qui découvre les scandales 2 ans après tout le monde.

UN MILLIARDAIRE MET LA MOITIE DE SA FORTUNE DANS L'OR ? LE COURS NE BOUGE PAS !

du 7 au 11 mai 2018 : Pour vous montrer que le cours de l'or est toujours joyeusement manipulé, cette information à propos du milliardaire égyptien Naguib Sawiris (financier du parti politique Al Masreyeen Al Ahrrar) qui a mis la

moitié de ses 6 milliards dans des lingots d'or... donc 3 milliards, pour ne pas être victime d'une nouvelle explosion de Wall Street.

Eh bien le cours de l'or n'a même pas bronché !

Logique, il est totalement bidonné, raison pour laquelle vous ne devez pas en tenir trop compte.

Sawiris est défavorablement :-)) connu des Grecs à qui il avait proposé de racheter une île afin d'y héberger tous les migrants en provenance d'Afrique. Il va de soi que les Grecs ont failli avoir une crise cardiaque en entendant la proposition. [Lire ici Keiser.com pour le croire.](#)

LA CAISSE D'EPARGNE VIDE AUSSI LES POCHEES DE MORTS !

du 7 au 11 mai 2018 : Suite à l'information donnée ici à propos de la banque australienne qui se sert sur les comptes des morts, un courrier de notre lecteur Mr Bonte: "*je vous écris concernant un litige qui m'oppose à la Caisse d'Epargne des Hauts de France suite au décès de ma grand-mère dont je suis l'un des héritiers.*

*Cette dernière était en effet cliente de cet établissement et possédait des livrets d'épargne. **Figurez-vous que cette banque prélève des frais exorbitants lors du transfert des fonds chez le notaire chargé de la succession, à savoir des frais fixes à hauteur de 50 euros, auxquels s'ajoute des frais variables correspondant à 1% des avoirs du client...dans le cas de ma grand mère ce simple virement bancaire nous a coûté la bagatelle de 500 euros !!***

Pas mal non ? Il a fallu que je demande au notaire de me fournir le justificatif, cette petite taxation est en effet indolore puisque les héritiers ne sont pas prévenu directement...Je me suis fendu d'un petit courrier recommandé auquel je n'ai jamais eu de réponses de la part de la Caisse d'Epargne. Je n'étais pourtant pas gourmand. Je demandais juste un geste commercial sur des frais quelque peu excessifs au regard de l'épargne accumulé par ma grand-mère depuis plus de 30 ans. Car n'est ce pas une manière pour la banque de récupérer une partie substantielle des intérêts versés pendant des années pour l'argent placée chez elle ?

J'ai pour l'instant saisi le médiateur de ma région, mais si je n'obtiens pas gain de cause je ne compte pas en rester là. N'hésitez pas à faire circuler cette info, au besoin dans l'une de vos prochaines vidéos, car beaucoup de gens ne sont pas au courant de cette tarification abusive.

Hélas ce type d'informations sur les vols des banques, je les donne depuis 6 ans. Un vrai scandale.

LE BANQUIER DETOURNE 58.000 EUROS DES COMPTES DE SES CLIENTS

du 7 au 11 mai 2018 : Notre lecteur Mr Morel a vu que "ses victimes, au nombre de 20, lui faisaient une confiance aveugle car le jeune homme de 27 ans était adjoint au responsable de l'agence. «Il travaillait pour une banque sérieuse et en a profité pour bafouer ses clients», pointe le substitut du procureur. Le prévenu choisissait soigneusement ses victimes: des étrangers, des gens non lettrés, des membres de la communauté des gens du voyage. Des personnes dont il savait qu'elles ne regarderaient pas ou ne comprendraient pas ce qu'il se passait sur leur compte. Il débitait, puis recréditait en prenant sur d'autres comptes. Les sommes, il les virait sur son compte, sur celui de sa petite amie, de sa mère, de sa demi-sœur. Les préjudices se montent jusqu'à 31 000 € pour l'une de ses victimes. Avec l'argent, le jeune banquier a contracté des prêts immobiliers, s'est acheté un appartement, une voiture "

Quand les chargés de comptes de bas étage copient en tous points leurs grands patrons de l'étage le plus élevé... A nouveau, cela vous montre le niveau très bas non seulement du recrutement, mais surtout celui du contrôle du risque et des comptes.

Bien entendu, la banque (je pense qu'il s'agit de la Société Générale...) s'est bien gardée de rembourser tout le monde, mettant l'un des clients sous signalement... Tracfin !!!

Hallucinant !!!! [Lire ici pour le croire la Charente Libre](#).

CARNET DE VOLS (suite)

du 7 au 11 mai 2018 : Le journal l'Avenir nous apprend que dans le petit village de Philipeville, les voleurs sont partis avec sept agneaux, emportés en pleine jour. Qui volerait des agneaux, je vous le demande ??? [lire ici L'Avenir pour le croire](#), merci à mon lecteur.

Et toujours dans la catégorie animaux, " un « client » de la jardinerie Floralie's Garden de Bétheny a subtilisé un perroquet, et pas n'importe lequel : la mascotte du magasin, Oasis, perroquet youyou dont l'espèce est originaire du centre-ouest de l'Afrique. Le voleur a été filmé par la vidéosurveillance, ce qui ne laisse aucun doute sur la disparition frauduleuse du volatile", lire ici l'Union merci à [Mr Dufresnoy](#)

LA BANQUE DE FRANCE JONGLE AVEC DES MILLIARDS QU'ELLE N'A PAS (le bilan vient de sortir)

du 2 au 6 mai 2018 : Je ne peux m'empêcher de partager avec vous un bout du grand article de Jean-Pierre Chevallier qui s'en est violemment pris aux "*marioles*" de la Banque de France qu'il accuse d'escroquerie globale via une "*usine à gaz montée par des Xenarques*". En cela il n'a pas tort puisqu'on nage dans des milliards d'euros de fausse monnaie... Mais pendant que la BCE fabrique ses propres magouilles, la Banque de France fait les siennes. Mais le plus hilarant dans tout ça, est que la Banque de France viole allégrement la... Loi du 3 Janvier 1973 :

"Pire: es nuls de la Banque de France ont acquis pour... 553,614 milliards d'euros de titres fin 2017, c'est-à-dire pour l'essentiel des bons du Trésor français, rubrique A7. C'est doublement anormal et inquiétant.

En effet, d'abord, une Banque Centrale ne doit pas financer les dépenses de son Etat. C'est là un principe généralement admis et imposé au niveau de la zone euro.

*Les nuls de la Banque de France se justifient, à l'instar des autres tels que ceux de la Buba en prétendant qu'ils ne financent pas directement les dépenses de leur Etat en rachetant des bons de leur Trésor respectif sur le marché secondaire, car ce sont alors des titres comme des autres ... **Ensuite et surtout, le plus grave est que les nuls de la Banque de France n'ont jamais eu les moyens de financer ces... 553,614 milliards d'euros de titres !***

*En effet, ils n'ont jamais eu les disponibilités, ni les dépôts, ni les capitaux propres, ni contracté des emprunts pour financer ces... 553,614 milliards d'euros. Comme je l'ai déjà expliqué à maintes reprises depuis longtemps pour ce qui concerne la BCE, **les Marioles financent leurs rachats de titres par une vaste cavalerie à grande échelle qui est peut-être plus facilement compréhensible au niveau du bilan de la seule Banque de France...***

*En effet, la manip est la suivante: Supposons, pour simplifier, que les nuls de la Banque de France décident d'acquérir aujourd'hui pour 10 milliards d'euros de bons du Trésor français auprès de banques enregistrées en France. Le transfert des titres se fait normalement des banksters à la Banque de France. **En contrepartie, les nuls de la Banque de France qui n'ont pas les 10 milliards pour les payer, se sont préalablement entendu avec les banksters vendeurs pour leur verser ces 10 milliards, qu'ils n'ont pas mais que les banksters déposent en retour à la Banque de France !***

Cette acrobatie (en fait de la cavalerie) est possible car les transactions ne sont pas horodatées, à l'heure ni à la minute. En effet, les enregistrements sont effectués au cours de la séance et leur comptabilisation n'est effectuée qu'après

la clôture de la séance (en back-office). Peu importe alors l'heure des transactions pourvu qu'elles aient été effectuées dans la journée. Toutes les règles comptables (actuellement en vigueur) sont ainsi respectées.

Ainsi, les nuls de la Banque de France peuvent en toute tranquillité acquérir pour... 553,614 milliards d'euros de bons du Trésor auprès des banksters sans avoir les moyens de les payer tout en les payant par les dépôts en retour des banksters ! Entre banksters, tout est possible.

C'est beau, c'est grand, ça marche ! Personne n'y a rien vu d'anormal. Le problème est que 553,614 milliards d'euros de bons du Trésor se trouvent dans les actifs de la Banque de France qui... ne les a pas payés en réalité ! Heureusement, les banksters jouent encore à l'ancienne (ils sont réglos et solidaires dans leurs arnaques) : ils ont laissé gentiment en dépôt 503,359 milliards d'euros à la Banque de France, rubriques P2 et P3".

Ben voilà, autant pour ces gens tirés à quatre épingles et qui se prennent pour le summum de la finance...

Ah, j'ai oublié, au sommet de la CIA, pardon, (pourquoi j'écris ça ?) de la Banque de France on a madame Sylvie Goulard, ex Ministre des Armées qui a été très vite une vraie ministre désarmée puisque les pros de la DGSE n'ont pas aimé qu'elle se fasse payer 10.000 euros par mois par une "obscur" (LoooooooooL) ONG américaine basée en Californie. "Selon le JDD, l'ex-ministre des Armées a été pendant plus de deux ans "conseillère spéciale" d'un think tank américain. "Tout était déclaré", insiste un de ses proches. Son départ a provoqué la première crise politique du quinquennat", [lire ici](#).

Ben maintenant il y aurait une taupe à la Banque de France ? Je suis mauvaise langue. Lire [ici Chevallier pour s'amuser sur son site](#), attention c'est du Sudoku.

ESCROQUERIES BANCAIRES: GOLDMAN SACHS CONDAMNE A PAYER 55 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE BIDONNAGE DES DEVISES (autrement dit: rien)

du 2 au 6 mai 2018 : Afin de passer inaperçus, les avocats de la Goldman Sachs ont habilement manœuvré pour que cette condamnation pour avoir bidonné cette fois le pétrole, l'or, l'argent, les eds, les taux de change des devises, bien entendu au détriment de ses clients. Bien entendu aussi, aucun des grands directeurs de la Goldman n'a été mis en examen et condamné à la prison.

On va dire, comme d'habitude, que GS ne reconnaît pas mais paye quand même...

Via le DFS de New York: "*Goldman Traders Improperly Shared Customer*

Information with Traders from Other Global Banks and Engaged in Questionable Conduct to Improperly Affect Foreign Exchange Prices. Goldman Also Failed to Implement Effective Controls Over Its Foreign Exchange Business. The Bank Will Submit to DFS Plans for Enhanced Internal Controls and Risk Management.

Financial Services Superintendent Maria T. Vullo today announced that Goldman Sachs Group Inc., parent company of Goldman Sachs Bank USA, agreed to pay a \$54,750,000 fine as part of a consent order with the New York State Department of Financial Services (DFS) for violating New York banking law, including improperly sharing customer information with other global banks, and other unlawful conduct that disadvantaged customers and potentially affected foreign exchange prices.

The violation announced today stems from an investigation by DFS determining that from 2008 to early 2013, Goldman engaged in unlawful, unsafe and unsound conduct by failing to implement effective controls over its foreign exchange business. As part of the consent order, Goldman will submit to DFS written plans for enhanced internal controls and compliance risk management. DFS coordinated its enforcement action with the Federal Reserve Board and appreciates the Board's cooperation", lire [ici le communiqué officiel complet](#).

Tout va bien dans le meilleur des mondes.... Ce sont juste des dizaines de milliers de pme, entreprises et particuliers qui ont été volés en plein jour. Cela revient à ce que le vendeur des primeurs sur votre marché ait truandé sa balance à votre détriment.

Une justice pour les banquiers, et une autre pour le commun des mortels. Et Goldman n'est pas le seul à avoir bidonné le marché du FX, puisque toutes les grandes banques se sont adonnées joyeusement à cette pratique pour vider les poches au mieux possible de leurs clients. Et chez Goldman personne ne va prison, même pas un trader, contrairement à celui de la HSBC qui a participé à la même arnaque ! (lire ci-dessous)

ESCROQUERIES BANCAIRES (Ne suite) : LE TRADER DE LA HSBC QUI A TRUANDE LES DEVISES EST ENVOYE , LUI, EN PRISON : -)

du 2 au 6 mai 2018 : Et il est passé du tribunal à la case prison et cela pour 2 ans (sans doute 1 an pour bonne conduite). Le juge a refusé toute forme de négociation avec la défense. Normal, Mark Johnson (vous en ai déjà parlé), trader de devises étrangères à la HSBC est Anglais (et pas Américain, appréciez la différence de traitement). Johnson a été donc condamné à 2 ans pour avoir bidonné les cours des devises à la défaveur des clients (comme la

Goldman Sachs dans l'article précédent).

La seule fois qu'un trader de la GS a fait publiquement les frais de son arnaque; il était... Français.

Comprenez par là qu'autant la Fed encourage le truandage du cours de l'or, autant il ne permet pas celui des devises étrangères... Allez comprendre la nuance : ' -)

"Former HSBC trader Mark Johnson, the first person to be convicted in a global crackdown on currency rigging, was sentenced to two years in prison and immediately taken into custody. Johnson bowed his head and his lawyers appeared stunned as U.S. District Judge Nicholas Garaufis in Brooklyn, New York, rejected his request to surrender at a later date. Johnson then handed his wallet to the lawyers and removed his tie before being escorted out of the courtroom by a deputy US Marshal. His lawyers asked that he be sent to the low-security federal prison in Allenwood, Pennsylvania.

A federal jury found the bank's former global head of foreign exchange guilty of nine counts of wire fraud and conspiracy for front-running a \$3.5 billion client order in December 2011 ... Garaufis said U.S sentencing guidelines indicated Johnson could face a term of 9 years in prison while prosecutors argued he deserved 7 years. The judge said he imposed a shorter term, citing Johnson's family ties, his community work and noted that, as a U.K. national, Johnson would be separated from his family. "A brief prison sentence is necessary, but anything greater is punitive" Garaufis said. "I'm assured no financial institution will ever again trust him in handling multibillion-dollar transactions."", [lire ici Bloomberg](#) merci à notre lecteur Alain.

En clair, le seul problème de Johnson est d'être Anglais et pas Américain. Rassurez-vous, il sera dans une prison à faible sécurité pour les cols blancs.

ESCROQUERIES BANCAIRES: LE CREDIT AGRICOLE A L'OEUVRE AVEC L'EPARGNE DES FRANCAIS

du 2 au 6 mai 2018 : Je vous ai toujours dit de ne JAMAIS passer par votre banque pour acheter ou vendre de l'or. Ci-dessus l'article du Canard Enchaîné de la semaine passée. L'article sort dans la semaine où tous les Français sont hélas en vacances... Lundi et mardi vous pourrez encore retrouver cet article chez votre marchand de journaux.

La banque, la dame et les lingots

IL NE FAUT jamais faire confiance à sa banque, même quand on a de l'argent. Question de bon sens et, comme le dit la pub du Crédit agricole, « *le bon sens a de l'avenir* ». Mme P., 71 ans, en sait quelque chose, qui vient d'obtenir la condamnation de la Banque verte par la cour d'appel d'Orléans pour tromperie. Elle, simple retraitée de Saint-Avertin, la « plage de Tours » chère à Jules Romains, a obligé le Crédit agricole à plier devant les juges.

A l'origine de la querelle, une bête histoire de lingots d'or. Mme P. a la chance d'en avoir cinq, dont elle souhaite se débarrasser contre espèces sonnantes et trébuchantes. Le 28 novembre 2014, elle les remet devant huisier à son agence du Crédit agricole de Tours. A plus de 30 000 euros le kilo, on n'est jamais trop prudent. Elle donne mandat de les vendre à 32 000 euros pièce. Las, elle doit s'y reprendre à plusieurs reprises. A chaque tentative, elle réclame un cours plancher jamais atteint. Ça dure, si bien que l'agence la presse de régler des frais de « gardiennage ». Ça coûte cher, de baby-sitter les lingots...

Le 10 mars 2015, Mme P. demande à sa

banque a-t-elle spéculé sur l'or de Mme P. pour son propre intérêt ?

Que nenni, rétorque le Crédit agricole, qui, paré dans sa dignité, dénie toute responsabilité. La vente, explique-t-il à sa cliente, a pris du temps parce que le CPOR, prestataire de services spécialisé dans la négociation des métaux précieux, « *était en attente de livraison des lingots* ». Un argument gonflé puisque le Crédit agricole avait fait ouvrir un compte titres pour le dépôt des lingots et exigeait des frais de gardiennage.

Mme P. ne s'en laisse pas conter. Faute d'explication convaincante après échange de courriers, elle porte plainte, en décembre 2015, pour abus de confiance devant le tribunal de commerce de Tours. Le 21 novembre 2016, celui-ci

la déboute, estimant qu'il n'y a pas eu de préjudice. Mme P., pugnace, fait alors appel.

Le 15 février dernier, les juges de la cour d'appel d'Orléans lui donnent raison. Pour eux, le Cré-

dit agricole n'était pas autorisé à vendre les lingots après le 10 mars et a donc « *commis une faute lucrative* », qu'il a « *tenté de dissimuler* ».

Conclusion rude : Mme P. « *a bien été trompée par sa banque* ». Et ce n'est que « *grâce à sa*

Tromperie de la banque en sa faveur

TOUTES LES BANQUES D'EUROPE ONT 900 MILLIARDS D'EUROS DE PRETS NON REMBOURSES...

du 2 au 6 mai 2018 : Si vous lisez cette Revue de Presse, vous connaissez bien cette situation catastrophique puisque j'en ai parlé des dizaines de fois ici, mais cette fois c'est le journal Les Echos qui s'y est collé, et c'est très intéressant, via notre lecteur Mr Arfeuille!

"Les banques européennes ont dans leurs livres 900 milliards d'euros de créances irrécouvrables. Vous avez bien lu : 900 milliards d'euros. Depuis des mois, la BCE essayait d'imposer des nouvelles règles plus sévères pour les nouvelles créances pourries. Finalement, elle va renoncer à imposer ces nouvelles règles. Et les 900 milliards d'euros de créances irrécouvrables vont pouvoir continuer à grossir. A la prochaine crise financière, le feu d'artifice sera grandiose".

Via les Echos: "*La BCE envisage d'assouplir sa position sur le stock de créances douteuses*"...

LoL

"Le superviseur bancaire européen envisagerait d'abandonner de nouvelles règles portant sur le stock de crédits douteux déjà présents dans les bilans bancaires. Il céderait ainsi face aux critiques de certains Etats européens. Les créances douteuses (ou NPL en anglais, pour « non performing loans », NDLR) - ces prêts bancaires impayés depuis au moins 90 jours - collent décidément à l'Europe comme le sparadrap du capitaine Haddock. La BCE cherche depuis des mois à imposer de nouvelles règles plus sévères pour les nouvelles créances pourries qui viendront à l'avenir gréver les bilans des banques . Mais elle cherche dans le même temps à accélérer la résorption du stock de NPL évalué à près de 900 milliards d'euros dans l'Union", lire [ici le papier complet](#).

Donc, en résumé, la BCE a jeté l'éponge et va laisser les banques se débrouiller.

SUPPRESSION DES DABs: DANS LE CENTRE DE BRUXELLES 20 MINUTES POUR RETIRER DES BILLETS

du 2 au 6 mai 2018 : Bruxelles a promis la fin de l'argent liquide, eh bien sachez cher lecteur que dans le centre de la capitale belge il ne reste (restez assis) que... 5 distributeurs de billets !!! Via la Libre Belgique:

*"Aujourd'hui il reste cinq distributeurs dans l'hypercentre de la capitale. La semaine dernière, la banque KBC de la rue du Midi a déménagé, entraînant la fermeture des 4 guichets ainsi que des 2 distributeurs situés sur la Grand-Place ... Dont seulement un accessible 24 h sur 24." Jean fait partie de ces riverains qui, en plus des travaux du piétonnier, subissent les conséquences qui vont avec : banques qui déménagent, **magasins qui ferment**, etc. "Des files kilométriques devant les distributeurs"*

Hé !!! Il faut bien commencer l'opération ! Lire [ici LLB pour le croire](#), merci à Mr Mormal.

LE PDG DE LA BANQUE BELFIUS SE PAYE 1 MILLION D'EUROS DE SALAIRE ANNUEL

du 2 au 6 mai 2018 : Je rappelle pour le principe que cette banque était en TOTALE faillite en 2009.... Eh bien cela n'empêche pas Marc Raisière, le grand argentier, de se payer 910.000 euros (en 2017) par an, plus frais, plus voiture, etc. Bref Un bon million bien tassé.

Et je voudrais comprendre en quoi ces banquiers (qui se payent sur les dépôts de leurs clients) font un travail si colossal pour être payés 75.000 euros par mois?

Je ne suis pas jaloux, mais venant d'une banque en faillite j'aimerais vraiment comprendre comment les salariés et les "actionnaires" peuvent accepter un tel écart dans l'échelle des rémunérations ?

*"Il gagne moins que le CEO de BNP Paribas et KBC, soit un salaire sensiblement moins élevé que celui perçu par la première banque du pays, BNP Paribas Fortis, Max Jadot (1,76 million d'euros l'année passée) ou encore Johan Thijs, patron de KBC (1,82 million d'euros). **Pour rappel, Belfius est toujours à 100 % dans les mains de l'Etat.***

*Une introduction en Bourse partielle, à hauteur d'environ 30 % de sa valeur, était prévue pour juin prochain. Mais le cas Arco (ancien bras financier du MOC, mouvement ouvrier chrétien et de son pendant néerlandophone) fait toujours tampon dans la majorité : sans solution pour indemniser les coopérateurs lésés dans le sillage des déboires de Dexia, le CD V ne veut pas de Belfius sur les marchés." Le fait que le banquier touche votre salaire avant vous doit certainement expliquer ces écarts totalement fous. **Et vous comprenez comment, au bout de 15 ans à ce rythme, ils ont racheté tous les médias et téléés.** [Lire ici Le Soir.](#)*

Enfin sachez que la France aura cette année le record de banquiers millionnaires: *"BNP Paribas, Société Générale et Natixis comptent une centaine de banquiers s'étant vu attribuer une rémunération supérieure à un million d'euros au titre de 2017 en France. C'est le nombre le plus élevé en quatre ans"...* Vous êtes étonné ? Lire [ici les Echos.](#)

SFR N'A PLUS DE SERVICE CLIENT AU NUMERO QUE VOUS AVEZ DEMANDE

du 2 au 6 mai 2018 : Via le site FrAndroid: *"Le service client de SFR a vu son nombre d'employés fondre drastiquement, passant de 1.500 au printemps 2017 à 40 seulement aujourd'hui. Des bureaux déserts, en pleine après-midi de semaine, un peu partout en France. À Massy dans l'Essonne, à Gentilly dans le Val-de-Marne ou encore à Aix-en-Provence dans les Bouches-du-Rhône, c'est le même constat. Selon les Jours, les locaux des services clients de SFR ont été, pour la plupart, complètement vidés. Résultat, le nombre d'employés accueillant les (nombreuses) plaintes des clients a été divisé par presque 40 (!) en passant de 1500 à 40 seulement."*

Wouaa... Le groupe Drahi se moque totalement de ses clients, c'est clair. A ce

niveau c'est même une insulte absolue. Malheur à tout client de SFR et qui a des problèmes avec sa ligne et/ou avec son téléphone mobile.

Cela dit, vous voyez ce que sont ces millionnaires virtuels (50 milliards de dettes, [lire ici Libération](#)) : ils dépensent tout racheter les enseignes et les journaux, mais de là à donner un service client (à quoi ça sert ???) afin que celui-ci soit satisfait du service, c'est, selon Drahi et les valets à son service, de l'argent (emprunté) jeté par les fenêtres.

Lecteur, si vous êtes client chez SFR, eh bien bonne chance à vous. [Lire ici l'article complet de FrAndroid](#), merci à notre lecteur Nickos.

LA MAIRIE D'AVIGNON A COMMENCE A ENLEVER LES NOMS CATHOLIQUES POUR PLAIRE AUX MUSULMANS

du 2 au 6 mai 2018 : Enorme: les noms de l'école Saint-Roch, l'école Saint-Jean, Saint-Gabriel, Saint-Ruf et Sainte-Catherine vont changer pour plaire aux 35% de musulmans qui habitent en Avignon. Non ce n'est pas une blague, vous avez été plusieurs lecteurs à me le signaler la semaine passée. C'est absolument incroyable, la prostitution des politiques me fascinera toujours !!!

"« La mairie chasse les saints des écoles ». Vendredi 20 avril, dans sa Une au ton accusateur, Vaucluse Matin a détaillé un supposé projet de la mairie d'Avignon?: celle-ci aurait pour volonté de « débaptiser » les écoles publiques portant des noms de saints, pour leur donner des noms de figures publiques. Ainsi, des établissements scolaires portant le nom de Saint-Roch ou de Saint-Jean seraient renommés selon des propositions faites par les écoles et leur direction. Les différents témoignages des élus municipaux semblent ne pas concorder sur le sujet.

Tandis que le service communication assure que « la maire n'a jamais dit qu'on allait changer le nom des écoles qui portent un nom de saint », certains adjoints, dans leur déclaration, laissent place au doute. « On propose de changer le nom de certaines écoles pour qu'il corresponde plus aux aspirations du moment », explique une adjointe de quartier. Saint-Roch, Saint-Jean, Sainte-Catherine, Saint-Ruf, Saint-Gabriel mais aussi Thiers... autant d'établissements scolaires que Vaucluse Matin dit concernés par le changement de nom".

Cela vient évidemment d'une élue du Parti Socialiste, Cécile Helle qui explique qu'elle applique la un plan décidé par... Manuel Valls nommé "*Laïcité et République moderne*" et dans lequel vous avez la section "*Revoir la toponymie de la France à la lumière du vivre ensemble* » : le titre dudit rapport donne le ton".

(entre nous, j'aurais appelé ce rapport "*On peut mettre un peu plus de*

blancos?", la célèbre phrase de Valls, mais je m'éloigne du sujet....)

C'est beau de vendre ainsi son histoire, son nom, ses ancêtres et même son pays... Je n'aurais jamais cru qu'on en arriverait là si vite. **Il est vrai, vu la déconfiture du PS (merci Hollande, Belckacem, Taubira et Cie), pour se garantir 35% minimum aux prochaines élections pourquoi ne pas carrément changer en effet l'école Saint Gabriel en une école coranique ?**

Et dans la même idée pourquoi ne pas vendre le Palais des Papes aux Turcs afin de le transformer en mosquée ? Ca permettrait à la ville d'Avignon de rembourser tous ses prêts Dexia ou autre banque.

Voici ce que dit Cécile Helle (il est vrai son nom a une proximité avec l'enfer :-)) on pourrait même dire que c'est signé) *"La ville étudie la possibilité que les écoles portant le nom de la rue ou du quartier dans lesquelles elles sont situées bénéficient d'une dénomination propre, à commencer par l'école Thiers, située dans la rue du même nom. D'après la presse locale, cet établissement scolaire pourrait être rebaptisé Simone Veil, mais un débat est en cours."*

C'est vrai que passer de l'école Saint-Jean à l'école Thiers, c'est logique. Et si la rue s'appelle Rue des Poissonniers... alors ce sera l'Ecole des Poissonniers ?

Quelle démagogie, quelle honte... Prostitution typique de la gauche.

Pour commencer Cécile Helle devrait changer de prénom puisqu'elle porte celui de Sainte Cécile. Morue lui irait bien puisqu'on parle de la Rue des Poissonniers, et c'est toute de suite moins catho.

Ne vous y trompez pas, derrière cette volonté se cache la volonté de changer le nom de toutes les villes, villages et lieux-dits (au moins 6.000) qui commencent par Saint-XXX comme par exemple Saint-Etienne.

Tout un programme....

Il est vrai c'est plus facile que de combattre le chômage et les travailleurs détachés permis par Bruxelles. Via [Blvd Voltaire](#): *" D'apprendre ensuite que les deux principaux parlementaires ayant établi le rapport appartenaient, l'un au Parti socialiste (Yann Galut), l'autre à EELV (la trinationale Esther Benbassa), donnait d'emblée le la. Il Pour parer à cette abominable éventualité, les auteurs de ce vivre ensemble (rapport) nouveau n'y sont donc pas allés par quatre chemins : « Débaptiser tous les noms de communes comprenant le mot « saint » dans l'intitulé afin "de relaïciser profondément la République" » avec, pour but, de supprimer un « affichage discriminant »."*



Je précise que ce rapport, payé par nos impôts, n'a pas été médiatisé et pour cause !

Ecoeurant, absolument.

Et je ne comprends même pas comment de tels traîtres peuvent être élus à de telles fonctions, mais il est vrai les partis politiques avancent masqués. Question de l'un de nos lecteurs: *"À ce train-là d'effacement de nos racines, combien de temps, à Avignon, avec ses 35 % de population musulmane (chiffre avancé par un représentant musulman à Vaucluse-Matin en 2016 pour justifier la construction d'une grande mosquée dans la cité des papes), la mairie osera encore, sur son site, rappeler qu'elle fut « capitale de la chrétienté au Moyen Âge » ? Et combien reste-t-il à vivre, à tous nos saints communaux ?"*

CARNET DE VOLS (suite) : UN BOUTIQUE DE POMPES FUNEBERES !

du 2 au 6 mai 2018 : Il y a des choses qu'il ne faut jamais voler, par exemple un corbillard, la statue d'un saint, la décoration d'un Dieu. On ainsi maintes histoires de pierres précieuses qui ont ruiné tous leurs propriétaires les uns après les autres. Le diamant Hope par exemple, dérobé à une divinité hindoue, le Koh-i-Noor, le diamant noir Orlof qui se trouvait dans les yeux d'un Bouddha, etc., les histoires ne manquent pas. J'ai moi-même recueilli la

confiance de Maurice Rheims, commissaire priseur, qui m'a expliqué comment une client est venue le voir un jour et lui a demandé de détruire sous yeux une émeraude dont elle avait établi "l'influence" particulièrement néfaste.

Bref, ceci pour aborder ces voleurs qui ont voulu dérober les corbillards de la petite PME de pompes-funèbres Cras, rue Raoul-de-Coucy à Vervins, mais, n'y arrivant pas, se sont rabattus sur "*Un appareil à graver les tombes ainsi ainsi que l'ordinateur portable de la société*" sur lequel se trouve la gestion de tous les enterrements et transports de cadavres.

Encore une autre étape de franchie. On se souvient des morts qui ont été déterrés pour leur examiner la bouche (!!) afin d'extraire le cas échéant des dents en or.

Mais voler des corbillards ???!! Et un appareil qui passe sa vie sur les tombes ?! Il doit être bien "chargé". Mais l'info qui "tue" (si j'ose dire) est celle-ci: la PME "*a déjà subi quatre autres effractions ou tentatives de vol*".

Encore une autre journée qui n'en finit pas de vivre les conséquences de la crise...